



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 26 JUIN 1943

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JUNE 26TH, 1943

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
2713—1-53

Lettres patentes

"B. Goodman Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du premier juin 1943, constituant en corporation: Ben Goodman, marchand, Dame Goldie Lazarus Goodman, ménagère, épouse séparée de biens dudit Ben Goodman et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de la cité de Montréal, Louie Numerof, voyageur de commerce, et Harry Mazer, agent d'immeubles, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme marchands et négociants à forfait de marchandises sèches et vêtements, comprenant vêtements pour hommes, dames et enfants; exercer ce commerce en gros et en détail et comme exportateurs et importateurs; et faire le commerce d'articles, commodités et tissus d'une utilité personnelle et domestique.

Acheter, acquérir et prendre comme une entreprise en exploitation le commerce et l'entreprise ci-devant exercé en la cité de Montréal à 1117

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
2713—1-53

Letters Patent

"B. Goodman Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the first day of June, 1943, incorporating: Ben Goodman, merchant, Dame Goldie Lazarus Goodman, housewife, wife separate as to property of the said Ben Goodman and duly authorized by him for these presents, both of the City of Montreal, Louie Numerof, commercial traveller, and Harry Mazer, realtor, of the City of Outremont, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as dealers and jobbers of dry goods and wearing apparel, including apparel for men, women and children; to carry on such business wholesale and retail and as exporters and importers; and to deal in articles, commodities and materials of personal and household use.

To purchase, acquire and take over as a going concern the business and undertaking heretofore carried on in the City of Montreal at 1117 St.

ouest, rue Ste-Catherine et ailleurs de B. Goodman avec tout l'actif et le passif d'icelui, sous le nom de "B. Goodman Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce premier juin 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3959 P. FRENETTE.

"Canada Baskets Limitée"
"Canada Baskets Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatrième jour de juin 1943, constituant en corporation: Joseph-Édouard Lachaine, gérant, Claire Grenier, épouse séparée de biens dudit Joseph-Édouard Lachaine, manufacturière, et Joseph-Hormidas Rivet, comptable, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Opérer une manufacture et une fabrique de paniers de toutes sortes, boîtes, portes, chassis, jouets, ameublement de maison, bois préparés et de tous articles de construction en bois ou en métal, ou en tout autre matériel de construction et faire le commerce en général de tous articles susdits, sous le nom de "Canada Baskets Limitée"—"Canada Baskets Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatrième jour de juin 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3960-o P. FRENETTE.

"La Société St-Jean Baptiste de Rouyn et de Noranda Incorporée"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinquième jour de juin 1943, constituant en corporation sans capital-actions: Joseph-H. Bertrand, agent d'assurances, et Léo Bureau, avocat, tous deux de Noranda, Joseph-H. Bellehumeur, contracteur, et Camille Beaulieu, avocat, ces deux derniers de Rouyn, et tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Succéder dans tous les biens, droits, pouvoirs, privilèges et obligations de la Société St-Jean Baptiste de Rouyn et Noranda, laquelle n'est pas incorporée;

Encourager et promouvoir l'union et la protection au point de vue national des canadiens catholiques de langue française et des étrangers catholiques de langue française, naturalisés canadiens ou considérés comme canadiens, sous le nom de "La Société St-Jean Baptiste de Rouyn et de Noranda Incorporée".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de vingt mille dollars (\$20,000.00).

Catherine Street West and elsewhere of B. Goodman with all or any of the assets and liabilities thereof, under the name of "B. Goodman Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1943.

P. FRENETTE,
3959-o Acting Deputy Attorney General.

"Canada Baskets Limitée"
"Canada Baskets Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1943, incorporating: Joseph-Édouard Lachaine, manager, Claire Grenier, wife separate as to property of said Joseph-Édouard Lachaine, manufacturer, and Joseph-Hormidas Rivet, accountant, all three of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To operate a manufacture and a factory for all kinds of baskets, boxes, doors and sashes, toys, house furniture, dressed wood and all building requisites, of wood or metal, or of any other building material and to deal generally in all the aforementioned articles, under the name of "Canada Baskets Limitée"—"Canada Baskets Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into two hundred (200) shares of one hundred (\$100.) each.

The head office of the company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1943.

P. FRENETTE,
3960 Acting Deputy Attorney General.

"La Société St-Jean Baptiste de Rouyn et de Noranda Incorporée"

Notice is given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1943, to incorporate as a corporation without share capital: Joseph H. Bertrand, insurance agent, and Léo Bureau, advocate, both of Noranda, Joseph H. Bellehumeur, contractor, and Camille Beaulieu, advocate, these two last mentioned of Rouyn, and all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To assume all the assets, rights, powers, privileges and obligations of the "Société St-Jean Baptiste de Rouyn et Noranda" which has not been incorporated;

To encourage and promote the union and protection, from a national viewpoint, of Catholic Canadians of the French language and of foreign Catholics speaking the French language, naturalized Canadians or considered as Canadians, under the name of "La Société St-Jean Baptiste de Rouyn et de Noranda Incorporée".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is twenty thousand dollars (\$20,000).

Le bureau principal de la corporation sera à Rouyn, dans le comté de Témiscamingue, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce cinquième jour de juin 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3961-o P. FRENETTE.

The head office of the corporation will be at Rouyn, in the County of Témiscamingue, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1943.

P. FRENETTE,
3961 Acting Deputy Attorney General.

"L'Association de la Colonie de Vacances de Granby"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de mai 1943, constituant en corporation sans capital-actions: Drs Joseph-V. Goyette et René-F. Bruneau, médecins, Raoul-A. Lafrenaye, gérant de banque, J.-Maurice Benoit, contrôleur, Georges Loiselle, hôtelier, Gérard Laliberté, technicien, Rhéaume-L. Demers, industriel, Jean Goyette, avocat, et Charles Garceau, comptable, tous de Granby, province de Québec, dans les buts suivants:

Fonder, établir, organiser et maintenir en existence une Colonie de Vacances pour les enfants; recevoir les enfants pauvres et en prendre soin; leur venir en aide tant au point de vue physique qu'au point de vue moral et intellectuel; se dévouer à toutes sortes d'œuvres sociales et philanthropiques se rapportant aux enfants; aménager et entretenir un camp d'été, sous le nom de "L'Association de la Colonie de Vacances de Granby".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de dix mille dollars (\$10,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera au N° 87, rue Principale, à Granby, dans le district de Bedford.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-septième jour de mai 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3962-o P. FRENETTE.

"L'Association de la Colonie de Vacances de Granby"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1943, to incorporate as a corporation without share capital: Drs. Joseph-V. Goyette and René-F. Bruneau, physicians, Raoul-A. Lafrenaye, bank manager, J.-Maurice Benoit, comptroller, Georges Loiselle, hotel-keeper, Gérard Laliberté, technician, Rhéaume-L. Demers, manufacturer, Jean Goyette, advocate, and Charles Garceau, accountant, all of Granby, Province of Quebec, for the following purposes:

To found, establish, organize and keep up vacation camps for children; to receive and take care of poor children; to help them from a physical and a moral and intellectual viewpoint; to be devoted to all kinds of social and philanthropic works in connection with children; to equip and maintain a summer camp under the name of "L'Association de la Colonie de Vacances de Granby".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited is ten thousand dollars (\$10,000.).

The head office of the corporation will be at No. 87, Principale street, Granby, District of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1943.

P. FRENETTE,
3962 Acting Deputy Attorney General.

"Montreal Fruit Receivers Association Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du premier juin 1943, constituant en corporation: Arthur Crelinsten, Harry Letovsky, Alex Solomon, James Caldwell, Hector Campbell, Mendel Gerszenowicz et Philip Paskin, marchands de fruits, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Unir en une organisation mutuelle et coopérative les marchands de fruits et de légumes en gros de la cité de Montréal dans le but de protéger leurs commerces et leurs intérêts commerciaux; établir des règlements et des pratiques de commerce uniformes; éliminer les maux et les abus du commerce et promouvoir par aucun moyen légal les intérêts des commerces qui sont exercés par les actionnaires;

Agir comme gérants et agents de fret et de transport, ajusteurs pour et au nom de gardiens de quais, entreposeurs, expéditeurs et transporteurs par terre et par eau, sous le nom de "Montreal Fruit Receivers Association Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en cent actions n'ayant aucune valeur nominale ou au pair et le montant du capital-actions avec

"Montreal Fruit Receivers Association Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the first day of June, 1943, incorporating: Arthur Crelinsten, Harry Letovsky, Alex Solomon, James Caldwell, Hector Campbell, Mendel Gerszenowicz and Philip Paskin, fruit merchants, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To unite into a mutual and co-operative organization wholesale fruit and vegetable merchants in the City of Montreal, for the purpose of protecting their trade and commercial interests; to establish uniform trade practice and regulations; to eliminate trade evils and abuses and to advance in every lawful way the interests of the businesses in which the shareholders are engaged;

To act as freight and traffic managers and agents, adjusters, and for and on behalf of wharfingers, warehousemen, forwarders and carriers by land and water, under the name of "Montreal Fruit Receivers Association Inc."

The capital stock of the company is divided into one hundred shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with

lequel la compagnie commencera ses opérations sera de cinq cents dollars (\$500);

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties pour telle considération que le conseil d'administration de la compagnie pourra déterminer de temps à autre.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce premier juin 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3963 P. FRENETTE.

which the company will commence its operations will be five hundred dollars (\$500.00);

Shares other than preferred shares shall be issued and allotted for such consideration as the Board of Directors of the Company may from time to time determine.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1943.

P. FRENETTE,
3963-o Acting Deputy Attorney General.

"Sparton Investments, Limited"

"Sparton Investments, Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du premier juin 1943, constituant en corporation: Jacques Sénécal, conseil en loi du Roi, Roger Beaulieu, avocat, Mary Griffiths, fille majeure, comptable, Sarah Grace Little, fille majeure, sténographe, et Elizabeth Beveridge, fille majeure, sténographe, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the first day of June, 1943, incorporating: Jacques Sénécal, King's Counsel, Roger Beaulieu, advocate, Mary Griffiths, spinster, accountant, Sarah Grace Little, spinster, stenographer, and Elizabeth Beveridge, spinster, stenographer, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Souscrire conditionnellement ou non, souscrire éventuellement à forfait, acquérir, acheter, prendre, détenir, faire le commerce, vendre à commission ou autrement, convertir ou en aucune manière disposer d'actions, parts, hypothèques, obligations, débiteures, actions-débiteures et placements et valeurs de toutes sortes, sous le nom de "Sparton Investments, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

To subscribe for, conditionally or unconditionally, underwrite, acquire, purchase, take, hold, deal in, sell on commission or otherwise, convert or in any manner dispose of, stocks, shares, mortgages, bonds, debentures, debenture stock and investments and securities of all kinds, under the name of "Sparton Investments, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Daté du bureau du procureur général, ce premier juin 1943.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3964 P. FRENETTE.

P. FRENETTE,
3964-o Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"Capital Economy Corporation"

"Capital Economy Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du sept juin 1943, à la compagnie "Capital Economy Corporation", ratifiant son règlement N° 24, diminuant son capital de \$99,000 à \$9,000 par l'annulation de 900 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the seventh day of June, 1943, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Capital Economy Corporation", ratifying its By-law No. 24, reducing its capital from \$99,000.00 to \$9,000.00, by the cancellation of 900 shares of the par value of \$100.00 each.

Daté du bureau du procureur général, ce sept juin 1943.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3965 P. FRENETTE.

P. FRENETTE,
3965-o Acting Deputy Attorney General.

**"New Calumet Mines Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)**

**"New Calumet Mines Limited"
(No Personal Liability)**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du cinq juin 1943, à la compagnie "New Calumet Mines

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the fifth day of June, 1943, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "New Calumet Mines Limited" (No Per-

Limited" (Libre de responsabilité personnelle), ratifiant son règlement spécial "B", augmentant son capital de \$3,000,000 à \$3,500,000 par la création de 500,000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce cinq juin 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3966 P. FRENETTE.

sonal Liability), ratifying its Special By-law "B", increasing its capital from \$3,000,000. to \$3,500,000., by the creation of 500,000 additional common shares of the par value of \$1.00 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1943.

P. FRENETTE,
3966-o Acting Deputy Attorney General.

Ventes pour taxes municipales

Sales for Municipal Taxes

Canada, Province de Québec, District de Bedford.

Canada, Province of Quebec, District of Bedford.

LA CORPORATION DE LA MUNICIPALITÉ DE LA
CITÉ DE GRANBY.

CORPORATION OF THE MUNICIPALITY OF THE
CITY OF GRANBY.

Avis public est par les présentes donné par Arthur Montfils, secrétaire-trésorier de la cité de Granby, que les propriétés ci-après désignées seront vendues à l'enchère publique, au bureau du Conseil, à l'Hôtel-de-Ville de Granby, le JEUDI 15 JUILLET 1943, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et d'eau, avec intérêts, ainsi que des frais subséquents encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given by Arthur Montfils, secretary-treasurer of the City of Granby, that the properties hereinafter designated will be sold by public auction, at the Council Bureau, at the City Hall of Granby, on THURSDAY, the FIFTEENTH day of JULY, 1943, at TEN o'clock in the forenoon, for the non-payment of municipal and water taxes, with interest, and also of subsequent costs incurred, unless said taxes, interest and costs be paid before the sale.

1. Re: J.-A. CÔTÉ, Propriétaire ou Occupant.

1. Re: J. A. CÔTÉ, Owner or occupant.

A) Un lopin de terre situé au coin nord-ouest de la rue Cowie et de la rue St-Antoine Sud dans la cité de Granby, mesurant 60 pieds de largeur le long de ladite rue Cowie, par 66 pieds en profondeur le long de ladite rue St-Antoine Sud, plus ou moins, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le cadastre du ci-devant village de Granby comme étant partie sud-est du lot N° 316, avec les bâtisses dessus construites et comprenant les numéros civiques 299, 301 et 305 de la rue Cowie.

A) A parcel of land situate at the northwest corner of Cowie and St. Antoine South streets, in the city of Granby, measuring 60 feet in width along said Cowie street by 66 feet in depth along said St. Antoine street South, more or less, known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the heretofore Village of Granby as being the southeast part of lot No. 316, with the buildings thereon erected and including civic numbers 299, 301 and 305 of Cowie Street.

Taxes municipales foncières . . .	\$215.25
Intérêts sur taxes foncières . . .	18.45
Taxe d'eau	97.50
Intérêt sur taxe d'eau	10.75
Frais	

Municipal ground taxes	\$ 215.25
Interest on ground taxes	18.45
• Water tax	97.50
Interest on water tax	10.75
Costs	

Total: \$

Total: \$

B) Un lopin de terre situé sur le côté ouest de la rue St-Antoine Sud, dans la cité de Granby, mesurant 70 pieds de largeur par 60 pieds de profondeur plus ou moins, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le cadastre du ci-devant village de Granby, comme étant partie sud-est du lot N° 316, avec les bâtisses dessus construites et étant les numéros civiques 132, 134, 136 et 138 de ladite rue St-Antoine Sud.

B) A parcel of land situate on the west side of St. Antoine street South, in the city of Granby, measuring 70 feet in width by 60 feet in depth, more or less, known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the heretofore village of Granby as being the southeast part of lot No. 316, with the buildings thereon erected and being civic numbers 132, 134, 136 and 138 of said St. Antoine street South.

Taxes municipales foncières . . . \$	180.60
Intérêts sur taxes municipales foncières	15.39
Taxes d'eau	114.20
Intérêts sur taxe d'eau	10.34
Frais	

Municipal ground taxes \$	180.60
Interest on Municipal ground taxes	15.39
Water tax	114.20
Interest on water tax	10.34
Costs	

Total: \$

Total: \$

C) Un certain morceau de terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du Canton de Granby, faisant maintenant partie de la Cité de Granby, comme étant les lots Nos 125 et 126 de la subdivision officielle du lot originaire N° 628, mesurant 60 chacun en largeur par toute la profondeur desdits lots.

C) A certain parcel of land known and designated on the official plan and in the book of reference for the township of Granby, now forming part of the city of Granby, as being lots Nos. 125 and 126 of the official subdivision of original lot No. 628, each measuring 60 in width by the whole depth of the said lots.

Taxes municipales foncières...	\$ 18.20
Intérêts sur taxes municipales foncières.....	1.56
Frais.....	

Total: \$

2. *Re: PAUL PARADIS, Propriétaire ou Occupant.*

Un lopin de terre situé dans la cité de Granby, du côté ouest de la rue Cartier, autrefois rue Boivin, connu et désigné comme étant le lot N° 164 de la subdivision officielle du lot originaire N° 444 aux plan et livre de renvoi officiels du ci-devant village de Granby, mesurant 150 pieds de largeur par 130 pieds plus ou moins.

Taxes municipales foncières...	\$ 8.40
Intérêts.....	0.63
Frais.....	

Total: \$

3. *Re: G. W. HILL, Propriétaire ou Occupant.*

Un lopin de terre formant partie du lot N° 126 aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le ci-devant village de Granby, mesurant 30 pieds de largeur à travers les extrémités est et ouest dudit lot par 186 pieds en profondeur et borné comme suit: au sud par la ligne nord des lots faisant face à la rue Drummond, à l'est par une ligne tirée du nord au sud à une distance de 146 ouest du chemin conduisant à Shefford Nord et au nord et à l'ouest par le résidu dudit lot 126 réservant cependant de ce que susdit un morceau de terre de 40 pieds de large à travers la limite ouest dudit terrain pour la continuation de l'avenue Aberdeen.

Taxes municipales foncières...	\$ 8.40
Intérêts.....	0.63
Frais.....	

Total: \$

Donné sous mon seing à Granby, ce quatorzième jour de juin mil neuf cent quarante-trois.

Le secrétaire-trésorier pour la Corporation de la Municipalité de la Cité de Granby,
3937-25-2-o ARTHUR MONTFILS.

AVIS

Que le DOUZIÈME jour de JUILLET 1943, à DIX heures de l'avant-midi, à l'Hôtel de Ville, de la Cité des Trois-Rivières, les terres et héritages ci-dessous désignés, situés dans la Cité des Trois-Rivières, seront vendus comme étant grevés de taxes municipales et scolaires et d'arrérages de taxes consolidées, qui n'ont pas été payées dans les six mois après l'avis du dépôt du rôle, tel que requis par la loi, savoir:

1. Un emplacement situé du côté nord-est de la rue St-Paul, connu et désigné comme étant le lot N° 1831-41 du cadastre officiel de la Cité des Trois-Rivières, borné en front, vers le sud-ouest, par la rue St-Paul; en profondeur, vers le nord-est, par le lot N° 1929-13; d'un côté, vers le nord-ouest, par le lot N° 1831-40; et de l'autre côté, vers le sud-est, par le lot N° 1831-41a, comme appartenant à M. Ernest Dumoulin & al.

2. Un emplacement situé du côté sud-ouest de la rue St-Paul, connu et désigné comme étant le lot N° 1821-6 d'une subdivision non officielle du lot N° 1821 et d'une partie du lot N° 1755-P-379, du cadastre officiel de la Cité des Trois-Rivières, borné en front, vers le nord-est par la rue

Municipal ground taxes.....	\$ 18.20
Interest on Municipal ground taxes.....	1.56
Costs.....	

Total: \$

2. *Re: PAUL PARADIS, Owner or occupant.*

A parcel of land situate in the city of Granby, on the west side of Cartier street, heretofore Boivin street, known and designated as being lot No. 164 of the official subdivision of original lot No. 444 on the official plan and in the book of reference of the heretofore village of Granby, measuring 150 feet in width by 130 feet more or less.

Municipal ground taxes.....	\$ 8.40
Interest.....	0.63
Costs.....	

Total: \$

3. *Re: G. W. HILL, Owner or occupant.*

A parcel of land forming part of lot No. 126 on the official cadastral plan and in the book of reference for the heretofore Village of Granby, measuring 30 feet in width across the Eastern and Western extremities of said lot by 186 feet in depth and bounded as follows: On the South by the Northern line of the lots facing Drummond street, on the East by a line drawn from North to South at a distance of 146 West of the road leading to North Shefford and on the North and West by the residue of said lot 126 reserving, however, from the aforesaid a strip of land 40 feet wide across the Western limit of said lot for the continuation of Aberdeen Avenue.

Municipal ground taxes.....	\$ 8.40
Interest.....	0.63
Costs.....	

Total: \$

Given under my seal at Granby, this fourteenth day of June, one thousand nine hundred and forty-three.

ARTHUR MONTFILS,
Secretary-Treasurer for the Municipal Corporation of the City of Granby.

NOTICE

That on the TWELFTH day of JULY 1943, at TEN o'clock in the forenoon, at the City Hall, of the City of Trois-Rivières, the lands and hereditaments hereinbelow designated, situate in the City of Trois-Rivières, will be sold as being encumbered by Municipal and School taxes and arrears of consolidated taxes, which have not been paid within six months after the notice of the fying of the roll, as required by law, to wit:

1. An emplacement situate on the Northeast side of St. Paul street, known and designated as being lot No. 1831-41 of the official cadastre for the City of Trois-Rivières, bounded in front, on the Southwest by St. Paul street; on the depth, on the Northeast, by lot No. 1929-13; on one side, on the Northwest, by lot No. 1831-40; and on the other side, on the Southeast by lot No. 1831-41a, as belonging to M. Ernest Dumoulin et al.

2. An emplacement situate on the Southwest side of St. Paul street, known and designated as being lot No. 1821-6 of a non-official subdivision of lot No. 1821 and of part of lot No. 1755-P-379 of the official cadastre for the City of Trois-Rivières, bounded in front on the Northeast

St-Paul; en profondeur, vers le sud-ouest, par les lots Nos 1755-323, 322 et 321; d'un côté, vers le sud-est, par les lots Nos 1821-9 et 1755-379-9; et de l'autre côté, au nord-ouest par le lot N° 1821-7 d'une subdivision non officielle du lot N° 1821 et une partie du lot N° 1755-P-379, comme appartenant à M. Ernest Dumoulin & al.

3. Un emplacement situé du côté sud-ouest de la rue St-Paul, connu et désigné comme étant le lot N° 1821-7 d'une subdivision non officielle du lot N° 1821 et une partie du lot N° 1755-P-379 du Cadastre officiel de la Cité des Trois-Rivières, borné en front, vers le nord-est, par la rue St-Paul; en profondeur, vers le sud-ouest, par les lots Nos 321, 320 et 319; d'un côté vers le sud-est, par le lot N° 1821-6 d'une subdivision non officielle du lot N° 1821 et une partie du lot N° 1755-P-379; et de l'autre côté au nord-ouest par la balance du lot N° P-1821 et 1755-P-379, comme appartenant à M. Ernest Dumoulin & al.

4. Un emplacement situé du côté nord-est de la rue Ste-Cécile, connu et désigné comme étant le lot N° 1831-P-27, P-28, P-33 et P-34 du cadastre officiel de la Cité des Trois-Rivières, borné en front, vers le sud-ouest par la rue Ste-Cécile; en profondeur vers le nord-est, par les lots Nos 1831-30 et 32; d'un côté vers le sud-est par la partie des lots Nos 1831-P-27 et P-28; et de l'autre côté au nord-ouest, par la rue Charlevoix, comme appartenant à Ernest Dumoulin & al.

5. Un emplacement situé du côté sud-ouest de la rue Denoue, connu et désigné comme étant le lot N° 1404 du cadastre officiel de la Cité des Trois-Rivières, borné en front, vers le nord-est par la rue Denoue; en profondeur, vers le sud-ouest par le lot N° 1393; d'un côté vers le sud-est par le lot N° 1405 et de l'autre côté, vers le nord-ouest, par le lot N° 1403, comme appartenant à Ernest Dumoulin & al.

6. Un emplacement situé du côté nord-ouest de la rue St-Philippe, connu et désigné comme étant le lot N° P-444 du cadastre officiel de la Cité des Trois-Rivières, borné en front, au sud-est, par la rue St-Philippe; en profondeur, au nord-ouest, par une partie du lot N° 26; d'un côté, au nord-est, par le Boulevard Normand, et de l'autre côté, au sud-ouest, par une partie du lot N° 11 comme appartenant à Ernest Dumoulin & al.

7. Un emplacement situé du côté sud-ouest de la rue St-Georges connu et désigné comme étant le lot N° P-389 du Cadastre officiel de la Cité des Trois-Rivières, portant le N° 371 de la rue St-Georges, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, borné en front, au nord-est par la rue St-Georges; en profondeur, au sud-ouest par le lot N° 332; d'un côté vers le sud-est, par l'autre partie du dit lot N° P-389; et de l'autre côté, vers le nord-ouest, par le lot N° 388, comme appartenant à MM. Donat & Armand Gauthier.

8. Un emplacement situé du côté sud-ouest de la rue St-Georges, connu et désigné comme étant le lot N° P-388 du cadastre officiel de la Cité des Trois-Rivières, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, portant les numéros civiques 413-419 rue St-Georges et 1621 rue Royale, borné au front, au nord-est, par la rue St-Georges, en profondeur, au sud-ouest, par une partie du dit lot N° P-388; d'un côté vers le sud-est, par une partie du lot N° P-389 et de l'autre côté, au nord-ouest, par la rue Royale, comme appartenant à MM. Donat & Armand Gauthier.

by St. Paul street; on the depth, on the Southwest by lots Nos. 1755-323, 322 and 321; on one side, on the Southeast, by lots Nos. 1821-9 and 1755-379-9; and on the other side, on the Northwest by lot No. 1821-7 of a non-official subdivision of lot No. 1821 and a part of lot No. 1755-P-379, as belonging to M. Ernest Dumoulin et al.

3. An emplacement situate on the Southwest side of St. Paul street, known and designated as being lot No. 1821-7 of a non-official subdivision of lot No. 1821 and part of lot No. 1755-P-379 of the official cadastre for the City of Trois-Rivières, bounded in front, on the Northeast by St. Paul street; on the depth, on the Southwest by lots Nos. 321, 320 and 319; on one side, on the Southeast by lot No. 1821-6 of a non-official subdivision of lot No. 1821 and part of lot No. 1755-P-379; and on the other side on the Northwest by the residue of lot No. P-1821 and 1755-P-379, as belonging to M. Ernest Dumoulin et al.

4. An emplacement situate on the Northeast side of Ste-Cécile street, known and designated as being lot No. 1831-P-27, P-28, P-33, and P-34 of the official cadastre for the City of Trois-Rivières, bounded in front, on the Southwest by Ste-Cécile street; on the depth, on the Northeast, by lots Nos. 1831-30 and 32; on one side, on the Southeast by the part of lots Nos. 1831-P-27 and P-28; and on the other side, on the Northwest, by Charlevoix street, as belonging to Ernest Dumoulin et al.

5. An emplacement situate on the Southwest side of Denoue street, known and designated as being lot No. 1404 of the official cadastre for the City of Trois-Rivières, bounded in front, on the Northeast by Denoue street; on the depth, on the Southwest, by lot No. 1393; on one side, on the Southeast, by lot No. 1405 and on the other side, on the Northwest, by lot No. 1403, as belonging to Ernest Dumoulin et al.

6. An emplacement situate on the Northwest side of St. Philippe street, known and designated as being lot No. P-444 of the official cadastre for the City of Trois-Rivières, bounded in front, on the Southeast by St. Philippe street; on the depth, on the Northwest, by part of lot No. 26; on one side, on the Northeast, by Normand Boulevard, and on the other side, on the Southwest, by part of lot No. 11, as belonging to Ernest Dumoulin et al.

7. An emplacement situate on the Southwest side of St-Georges street, known and designated as being lot No. P-389 of the official cadastre for the City of Trois-Rivières, bearing No. 371 of St. Georges street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, bounded in front on the Northeast by St. Georges street; on the depth, on the Southwest, by lot No. 332; on one side on the Southeast by the other part of said lot P-389; and on the other side, on the Northwest, by lot No. 388, as belonging to Messrs. Donat & Armand Gauthier.

8. An emplacement situate on the Southwest side of St-Georges street, known and designated as being lot No. P-388 of the official cadastre for the City of Trois-Rivières—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies—bearing civic numbers 413-419 of St-Georges street and 1621 of Royale street, bounded in front on the Northeast, by St. Georges street; on the depth, on the Southwest, by part of said lot P-388; on one side, on the Southeast by part of lot No. P-389 and on the other side, on the Northwest, by Royale street, as belonging to Messrs. Donat & Armand Gauthier.

9. Un emplacement situé du côté sud-ouest de la rue Laviolette, connu et désigné comme étant une partie du lot 2165 du cadastre officiel de la Cité des Trois-Rivières, avec maisons dessus construites, et portant les numéros civiques 151 et 153 de la rue Laviolette, borné en front du côté nord-est par la rue Laviolette, d'un côté, au nord-ouest par le résidu du lot N° 2165, et à l'arrière au sud-ouest par le lot N° 2163 et de l'autre côté au sud-est par le lot N° 2166, comme appartenant à la Succession Ubald Bureau.

10. Un emplacement situé du côté sud-ouest de l'Avenue Laviolette, connu et désigné comme étant le lot N° P-2165 du cadastre officiel de la Cité des Trois-Rivières, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, portant les numéros civiques 167-169 Avenue Laviolette, borné en front, au nord-est par l'Avenue Laviolette, en profondeur, au sud-ouest, par le lot N° 2163; d'un côté au sud-est par l'autre partie du dit lot N° P-2165; et de l'autre côté, au nord-ouest, par le lot N° 2164, comme appartenant à Madame Veuve Lydéric Bouillé.

11. Un emplacement situé du côté nord-ouest de la rue Royale, connu et désigné comme étant le lot N° 387 du cadastre officiel de la Cité des Trois-Rivières, borné en front au sud-est, par la rue Royale; en profondeur au nord-ouest, par le lot N° 384; d'un côté, vers le nord-est, par les lots Nos 385 et 386; et de l'autre côté, vers le sud-ouest, par les lots Nos 333 et 334, comme appartenant à MM. Donat & Armand Gauthier.

12. Un emplacement situé du côté sud-est de la rue Royale, connu et désigné comme étant le lot N° P-388 du cadastre officiel de la Cité des Trois-Rivières, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, portant les nos civiques 1645-1647 Royale, borné en front, au nord-ouest, par la rue Royale; en profondeur, au sud-est, par une partie du lot N° P-389; d'un côté, vers le sud-ouest, par le lot N° 332; et de l'autre côté, vers le nord-est, par l'autre partie du dit lot N° P-388, comme appartenant à M. J. Donat Gauthier (Fils Félix).

13. Un emplacement de forme irrégulière faisant face au côté Ouest de la rue Bellefeuille, dans la cité des Trois-Rivières, province de Québec, connu et désigné comme étant une partie du lot N° 26, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, étant borné comme suit:

En front du côté sud-est, par la rue Bellefeuille; en arrière du côté nord-ouest par l'emprise d'une partie du dit lot N° 26, vendue à Girard & Godin Ltée par la Cité des Trois-Rivières, selon un acte de vente exécuté par le notaire P. O. Guillet, le 10ième jour du mois de juillet 1905, enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement des Trois-Rivières, sous le N° 48,553; du côté nord-est par une autre partie du dit lot N° 26, connue sous le nom de "La Commune" appartenant à la Cité des Trois-Rivières et de l'autre côté au sud-ouest par d'autres parties du dit lot N° 26 appartenant à Georges Christie Ltd et à la dite Cité des Trois-Rivières et comprenant une superficie d'environ 344,800.77 pieds—trois cent quarante-quatre mille huit cents pieds et .77 pied en mesure anglaise et plus ou moins, le surplus ou le manque de superficie devant être au bénéfice ou à la perte de l'acquéreur; la ligne nord-est du dit emplacement étant le prolongement en ligne droite de la ligne

9. An emplacement situate on the Southwest side of Laviolette street, known and designated as being part of lot 2165 of the official cadastre for the City of Trois-Rivières—with houses thereon erected—and bearing civic numbers 151 and 153 of Laviolette street, bounded in front, on the Northeast by Laviolette street, on one side, on the Northwest by the residue of lot No. 2165 and in rear on the Southwest, by lot No. 2163, and on the other side, on the Southeast, by lot No. 2166, as belonging to the Estate of Ubald Bureau.

10. An emplacement situate on the Southwest side of Laviolette avenue, known and designated as being lot No. P-2165 of the official cadastre for the City of Trois-Rivières—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies—bearing civic numbers 167-169 Laviolette avenue, bounded in front on the Northeast by Laviolette avenue, on the depth, on the Southwest by lot No. 2163; on one side on the Southeast by the other part of said lot No. P-2165; and on the other side, on the Northwest, by lot No. 2164, as belonging to Madame Widow Lydéric Bouillé.

11. An emplacement situate on the Northwest side of Royale street, known and designated as being lot No. 387 of the official cadastre for the City of Trois-Rivières, bounded in front, on the Southeast by Royale street; on the depth on the Northwest, by lot No. 384; on one side, on the Northeast, by lots Nos. 385 and 386; and on the other side, on the Southwest by lots Nos. 333 and 334, as belonging to Messrs. Donat & Armand Gauthier.

12. An emplacement situate on the Southeast side of Royale street, known and designated as being lot No. P-388 of the official cadastre for the City of Trois-Rivières—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies—bearing civic numbers 1645-1647 Royale, bounded in front, on the Northwest, by Royale street; on the depth, on the Southeast by part of lot No. P-389; on one side, on the Southwest, by lot No. 332; and on the other side, on the Northeast by the other part of said lot No. P-388, as belonging to M. J. Donat Gauthier (son of Félix).

13. An emplacement of irregular figure facing on the West side of Bellefeuille street, in the City of Trois-Rivières, Province of Quebec, known and designated as being a part of lot No. 26, on the official cadastral plan and in the book of reference of the City of Trois-Rivières, being bounded as follows:

In front on the Southeast side, by Bellefeuille street; in rear on the Northwest side by the right of way of a part of said lot No. 26, sold to Girard & Godin Ltée by the City of Trois-Rivières, according to deed of sale passed by Notary P. O. Guillet, on the 10th day of the month of July, 1905, registered at the Registry Office of the Registration Division of Trois-Rivières, under No. 48,553; on the Northeast side by another part of said lot No. 26, known under the name of "La Commune" belonging to the City of Trois-Rivières and on the other side on the Southwest by other parts of said lot No. 26 belonging to Georges Christie Ltd and to the said City of Trois-Rivières and comprising an area of about 344,800.77 feet—three hundred and forty-four thousand eight hundred feet and .77 of a foot English measure and more or less, the more or the less of the superficies to the profit or loss of the purchaser; the Northeast line of the said emplacement being the prolongation in a

sud-ouest de la rue La Vérendrye, le dit emplacement étant particulièrement décrit comme suit: commençant à un point sur le côté nord-ouest de la rue Bellefeuille, situé au point de rencontre du dit prolongement de la ligne sud-ouest de la dite rue La Vérendrye, de là procédant en direction nord-ouest une distance de neuf cents pieds et soixante-deux centièmes (900 pi 62') à un point distant de vingt-cinq pieds du droit de passage de la Canadian Pacific Railway, de là tournant à un angle de 122 degrés et 21 minutes et allant en direction sud-ouest sur une distance de quatre cent cinquante et un pieds et 10 centièmes (451 pi 10') le long de la ligne de séparation entre ledit emplacement et la propriété de Girard & Godin Ltée, le long dudit droit de passage de la dite Canadian Pacific Railway Company; de là tournant à un angle de 56 degrés et 4 minutes et avançant en direction sud-est sur une distance de 563 pieds et 4 centièmes (563.04) à un point où cette ligne touche la ligne arrière de la propriété de Georges Christie Ltd; de là tournant à angle droit et allant en direction nord-est le long de la ligne arrière de la dite propriété de Georges Christie, une distance de 50 pieds; de là tournant à angles droits et allant en direction sud-est en direction de la ligne de séparation entre ledit emplacement et la dite propriété de Georges Christie Ltd, une distance de 600 pieds d'un point situé sur le côté nord-ouest de ladite rue Bellefeuille; de là tournant à un angle de 88 degrés et 29 minutes en allant en direction nord-est le long du côté nord-ouest de la dite rue Bellefeuille, une distance de trois cents pieds (300 pieds) du point de départ.

b) Tous les droits, titres et intérêts du vendeur dans cette autre bande de terre formant partie dudit lot N° 26, dudit cadastre, formant un rectangle uniforme de 25 pieds de largeur et mesurant trente pieds (30) dans sa ligne nord-est et 48 pieds .4 dans sa ligne sud-ouest. Dans sa ligne nord 374 pieds et .7 pied et dans sa ligne sud 350.6 pieds, borné comme suit: au nord par la partie dudit lot N° 26 appartenant à Dominion Manufacturing Co. Limited, au sud par une autre partie dudit lot N° 26, appartenant à la Cité des Trois-Rivières ou ses représentants, au nord-est par la propriété ci-dessus premièrement décrite et au sud-ouest par la ligne de chemin de fer doublement alternante de la Canadian Pacific Railway.

(memo) Cette propriété décrite en second lieu est sujette à la clause citée ci-après, contenue dans l'acte de vente de la Cité des Trois-Rivières à Archibald H. Chave, exécuté devant J. A. D. Chagnon, Notaire, le 13ième jour de septembre 1929 sous le N° 3122 du répertoire du dit J. A. D. Chagnon, dont la clause se lit comme suit: "Que si le dit mandataire cessait de faire usage de la dite bande de terre pour le besoin susdit, la dite bande de terre devra retourner au commettant et le mandataire s'engage à signer un acte à cet effet en faveur dudit commettant". La propriété immobilière décrite ci-dessus apparaît sur un plan préparé par J. T. Z. Patenaude, arpenteur des terres pour la province de Québec, portant la date du 21 juin 1929, un plan est annexé à l'acte de vente de la Québec Gas & Electric Corporation à la City Gas & Electric Corporation Ltd, exécuté devant Donald M. Rowat, notaire, le 21ième jour du mois de juillet 1931, sous le numéro 13634 de ses minutes, les propriétés affectées premièrement et secondement étant comprises respectivement sur le plan en lignes rouges et jaunes, avec tous ses droits, parties et dépendances comprenant tous les droits de propriété et les autres droits acquis

straight line of the Southwest line of La Vérendrye street, the said emplacement being more amply described as follows: starting at a point on the Northwest side of Bellefeuille street, situate at the junction of the said prolongation of the Southwest line of said La Vérendrye street, thence bearing Northwest a distance of nine hundred feet and sixty-two hundredths (900 ft. 62') to a point twenty-five feet distant from the right of way of the Canadian Pacific Railway, thence, turning at an angle of 122 degrees and 21 minutes and bearing Southwest a distance of four hundred and fifty-one feet and 10 hundredths (451 ft. 10') along the division line between the said emplacement and the property of Girard & Godin Ltée, along the said right of way of the said Canadian Pacific Railway Company; thence turning at an angle of 56 degrees and 4 minutes and running Southeast a distance of 563 feet and 4 hundredths (563.04) to a point where the said line touches the rear line of the property of Georges Christie Ltd; thence turning at right angle and running Northeast along the rear line of the said property of Georges Christie, a distance of 50 feet; thence turning at right angles and running Southeast in the direction of the division line between the said emplacement and the said property of Georges Christie Ltd, a distance of 600 feet from a point situate on the Northwest side of said Bellefeuille street; thence turning at an angle of 88 degrees and 29 minutes and bearing Northeast along the Northwest side of said Bellefeuille street, a distance of three hundred feet (300 feet) to the point of commencement.

b) All the rights, titles and interests of the vendor in another strip of land forming part of said lot No. 26, of said cadastre, forming a uniform rectangle of 25 feet in width and measuring thirty feet (30) in its Northeast line and 48 feet .4 in its Southwest line. In its North line 374 feet and .7 of a foot and in its South line 350.6 feet, bounded as follows: on the North by the part of said lot No. 26 belonging to the Dominion Manufacturing Co. Limited, on the South by another part of said lot No. 26, belonging to the City of Trois-Rivières or its representatives, on the Northeast by the property hereinabove firstly described and on the Southwest by the double alternate line of the Canadian Pacific Railway.

(memo) The said property secondly described is subject to the clause hereinafter cited, contained in the deed of sale of the City of Trois-Rivières to Archibald H. Chave, passed before J. A. D. Chagnon, Notary, on the 13th day of September, 1929, under No. 3122 of the Minutes of the said J. A. D. Chagnon, the said clause reading as follows: "That if the said mandatory shall cease to make use of the said strip of land for the aforesaid purpose, the said strip of land shall return to the mandator and the mandatory shall bind himself to sign a deed to this effect in favour of the said mandator". The immovable property above described appears on a plan prepared by J. T. Z. Patenaude, Land Surveyor for the Province of Quebec, bearing date the 21st of June, 1929, a plan is annexed to the deed of sale of the Québec Gas & Electric Corporation to the City Gas & Electric Corporation Ltd, passed before Donald M. Rowat, notary, on the 21st day of the month of July, 1931, under No. 13634 of his minutes, the properties firstly and secondly affected being respectively comprised on the plan in red and yellow lines, with all its rights, parts and dependencies comprising all the property rights and other rights acquired

par la Quebec Gas Electric Corporation de Archibald H. Chave, selon l'acte exécuté devant Victor Abran, notaire, le 16ième jour de novembre 1929, enregistré au bureau d'enregistrement des Trois-Rivières, sous le numéro 103735.

c) Toutes les machineries, accessoires, réservoirs, tuyaux de distribution du gaz rattachés à l'usine se trouvant sur ledit terrain et formant le réseau de fabrication et de distribution et qui sont immeubles par leur nature ou la détermination de la loi.

d) Toutes les bâtisses existant sur lesdits terrains avec leurs circonstances et dépendances. Ces immeubles étant la propriété de la City Gas & Electric Corporation Limited.

14. Un emplacement situé du côté nord-ouest de la rue Gingras, connu et désigné comme étant le lot N° 1123-93 du cadastre officiel de la Cité des Trois-Rivières, borné en front au sud-est par la rue Gingras, en profondeur, au nord-ouest, par le lot N° 1123-96a (Ruelle); d'un côté vers le nord-est, par le lot N° 1123-92; et de l'autre côté, vers le sud-ouest, par le lot N° 1123-94, comme appartenant à J. Donat Gauthier (Fils Félix).

15. Un emplacement situé du côté Est du Boulevard Denoue, connu et désigné comme étant le lot N° 1122-84 du cadastre officiel de la Cité des Trois-Rivières, borné en front à l'Ouest, par le Boulevard Denoue; en profondeur, à l'Est, par le lot N° 1122-80 (Ruelle); d'un côté, vers le sud, par le lot N° 1122-83; et de l'autre côté, vers le Nord, par le lot N° 1122-85, comme appartenant à M. Onil Désaulniers.

16. Un emplacement situé du côté nord-ouest de la rue Gingras, connu et désigné comme étant le lot N° 1123-95 du cadastre officiel de la Cité des Trois-Rivières, borné en front, au sud-est, par la rue Gingras; en profondeur, au nord-ouest, par le lot N° 1123-96a (Ruelle); d'un côté, vers le nord-est, par le lot N° 1123-94; et de l'autre côté, vers le sud-ouest, par le lot N° 1123-96, comme appartenant à M. Armand Gauthier (fils Félix).

17. Un emplacement situé du côté nord de la rue Hart, connu et désigné comme étant le lot N° 820 du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, avec maison dessus construite, et portant les numéros civiques 1244-1252 de la rue Hart, borné en front au sud par la rue Hart, d'un côté à l'est par une partie du lot N° 819, à l'arrière au nord par le lot N° 818 et de l'autre côté à l'ouest par le lot N° 821, comme appartenant à Auguste Cooke.

Trois-Rivières, Hôtel de ville, 16 juin 1943.
Le greffier de la Cité,
3949-25-2-0 GEORGES BEAUMIER.

by the Quebec Gas Electric Corporation from Archibald H. Chave, according to the deed passed before Victor Abran, notary, on the 16th day of November, 1929, registered at the Registry office of Trois-Rivières, under No. 103735.

c) All the machinery, accessories, reservoirs, gas supply pipes connected with the plant situate on the said lot of land and forming the manufacturing and distributing system and which are immovable by their nature or in the meaning of the Law.

d) All the buildings existing on the said lots of land with their circumstances and dependencies. These immovables being the property of the City Gas & Electric Corporation Limited.

14. An emplacement situate on the Northwest side of Gingras street, known and designated as being lot No. 1123-93 of the official cadastre of the city of Trois-Rivières, bounded in front on the Southeast by Gingras street, in depth on the Northwest, by lot No. 1123-96a (Lane); on one side to the Northeast, by lot No. 1123-92; and on the other side, to the Southwest by lot No. 1123-94, as belonging to J. Donat Gauthier (son of Félix).

15. An emplacement situate on the East side of Boulevard Denoue, known and designated as being lot No. 1122-84 of the official cadastre of the City of Trois-Rivières, bounded in front, on the West, by Boulevard Denoue; in depth, on the East, by lot No. 1122-80 (Lane); on one side to the South, by lot No. 1122-83; and on the other side, to the North, by lot No. 1122-85, as belonging to Mr. Onil Désaulniers.

16. An emplacement situate on the Northwest side of Gingras street, known and designated as being lot No. 1123-95 of the official cadastre for the city of Trois-Rivières, bounded in front, on the Southeast, by Gingras street; in depth, on the Northwest, by lot No. 1123-96a (Lane); on one side, to the Northeast, by lot No. 1123-94; and on the other side, to the Southwest, by lot No. 1123-96, as belonging to Mr. Armand Gauthier (son of Félix).

17. An emplacement situate on the North side of Hart street, known and designated as being lot No. 820 of the official cadastre of the City of Trois-Rivières—with the house thereon erected, and bearing civic numbers 1244-1252 Hart street, bounded in front on the South by Hart street, on one side to the East by a part of lot No. 819, in rear on the North by lot No. 818 and on the other side to the West by lot No. 821, belonging to Auguste Cooke.

Trois-Rivières, City Hall, June 16th, 1943.
GEORGES BEAUMIER,
3949-25-2 City Clerk.

Province de Québec—Comté d'Hochelaga

VILLE DE MONTRÉAL-OUEST

Avis public est par les présentes donné que les propriétés, ci-dessous décrites, situées dans la paroisse de Montréal, seront vendues à l'enchère publique au bureau de la Commission à l'Hôtel de Ville, Montréal-Ouest, MARDI, le TREIZIÈME jour de JUILLET, 1943, à DIX heures de l'avant-midi pour les taxes et l'intérêt non acquittés mentionnés dans l'état, en plus des frais qui ont été ou qui pourront être encourus, à moins que les dites taxes, intérêt et frais ne soient payés avant cette date.

Province of Quebec—County of Hochelaga

TOWN OF MONTREAL WEST

Public notice is hereby given that the properties described hereunder, situate in the Parish of Montreal, will be sold by Public Auction in the office of the Commission in the Town Hall, Montreal West, on TUESDAY, the THIRTEENTH day of JULY, 1943, at TEN o'clock in the forenoon for unpaid taxes and interest mentioned in the statement, in addition to the costs which have been or may be incurred, unless said taxes, interest and costs be sooner paid.

Nom Name	N° du cadastre Cadastral Number	Taxes	Intérêt et frais Interest & Costs	Total
Atkinson, Fred.	139-608	\$ 172.44	\$ 13.38	\$ 185.82
Fullwood, Geo. F.	139-370pt. & 371	297.00	21.18	318.18
Holland, Geo. A. & Edgar D.	140-320	179.39	12.78	192.17
Hunter, Andrew T.	138-E-20.	159.83	11.53	171.36
Johnston, J. M.	138-398 à-to 403	76.06	5.38	81.44
Lusk, George	138-455 à-to 458	50.71	3.60	54.31
Paquette, L.	139-455	138.42	9.90	148.32
Murphy, W. Frank.	139-499	73.98	5.29	79.27
Murray, Robert.	138-144	176.29	12.64	188.93
Paltiel, Dame-Mrs. Bella R. (épouse de-wife of Paltiel, A. D.)	140-118 & 119	425.14	30.29	455.43
Poirier, Joseph T.	138-737 & 738	25.88	1.92	27.80
Prefontaine, Joseph N.	138-140 & 141	352.55	25.07	377.62
"	140-400 à-to 403	552.68	39.44	592.12
"	140-405	108.37	7.77	116.14
"	138-81	257.01	18.28	275.29
"	140-395 à-to 397	415.26	29.65	444.91
Ross, Dr. Herbert.	140-198	136.84	9.69	146.53
"	138-402	12.68	.84	13.52
"	140-382	152.56	10.93	163.49
Salvation Army.	140-145	219.90	15.61	235.51
Stalker, Wm.	140-714pt.	13.38	.91	14.29
"	140-689	15.50	1.05	16.55
"	139-609	171.11	13.31	184.42

Donné à Montréal-Ouest, ce quinzième jour de juin, 1943.

Le secrétaire-trésorier,

3938-25-2-o

CHAS. I. FRASER.

Province de Québec.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE PROTESTANTE DE VAL D'OR.

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 11 juin 1943, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 46a de la Loi de la Commission Municipale de Québec (5 Geo. VI, chapitre 44, section 8), de vendre les immeubles ci-dessous décrits pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la Municipalité Scolaire Protestante de Val d'Or, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du conseil à l'Hôtel de ville de la ville de Val d'Or, JEUDI, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois de JUILLET, 1943, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles le ou avant le 30 juin 1941 auront été payées avant le moment de la vente.

La vente des immeubles décrits dans la première section du présent avis sera faite sujette au droit de retrait.

Celle des immeubles décrits dans la deuxième section sera définitive et sans droit de retrait, conformément aux dispositions de l'article 46u de la Loi de la Commission municipale de Québec, lesdits immeubles étant tous des terrains vagues et lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas (\$1,000.00) mille dollars.

PREMIÈRE SECTION

IMMEUBLES SUJETS AU DROIT DE RETRAIT

1. Pete Kalinowski.—Lot N° 270.

Le lot ci-dessus fait partie de la subdivision originaire numéro trente-quatre, canton Bourlamaque.

IMMEUBLES NON-SUJETS AU DROIT DE RETRAIT

2. John Markiewicz.—Lot N° 3.

Le lot ci-dessus fait partie de la subdivision originaire numéro soixante, rang 8, canton Dubuisson.

Given at Montreal West, this fifteenth day of June, 1943.

CHAS. I. FRASER,

3938-25-2-o

Secretary-Treasurer.

Province of Quebec.

PROTESTANT SCHOOL MUNICIPALITY OF VAL D'OR.

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated the 11th June, 1943, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of article 46a of the Quebec Municipal Commission Act (5 Geo. VI, chapter 44, section 8), to sell the hereinafter described immovables in payment of arrears of taxes due the Protestant School Municipality of Val d'Or, with interest and costs, and that consequently the said immovables shall be sold by public auction in the Council Room of the Town Hall of the Town of Val d'Or, on THURSDAY, the TWENTY-SECOND day of the month of JULY, 1943, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon.

However there shall be excluded from the sale, the immovables whereon the taxes falling due on or before the 30th of June 1941 shall have been paid before the sale.

The sale of the immovables described in the first section of the present notice shall be made subject to right of withdrawal.

That of the immovables described in the second section shall be final and without right of withdrawal, pursuant to the provisions of article 46u of the Quebec Municipal Commission Act, the said immovables being all vacant lots and building lots of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars (\$1,000.00).

FIRST SECTION

IMMOVABLES SUBJECT TO RIGHT OF WITHDRAWAL

1. Pete Kalinowski.—Lot No. 270.

The aforesaid lot forms a part of the original subdivision number thirty-four, Bourlamaque Township.

IMMOVABLES NOT SUBJECT TO RIGHT OF WITHDRAWAL.

2. John Markiewicz.—Lot No. 3.

The aforesaid lot forms a part of the original subdivision number sixty, range 8, Dubuisson Township.

3. John Hvodiuik.—Lot N° 709.
Le lot ci-dessus fait partie de la subdivision originaire
numéro trente-quatre, canton Bourlamaque.
Le secrétaire-trésorier,
3976-26-2-o A. B. CARSON.

3. John Hvodiuik.—Lot No. 709.
The aforesaid lot forms a part of the original subdivi-
sion number thirty-four, Bourlamaque Township.
A. B. CARSON,
Secretary-Treasurer.
3976-26-2-o

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

N° 1583

Number 1583

Québec, le 16 juin 1943.

Quebec, June 16, 1943.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concernant des modifications au décret numéro 2677, du 12 juillet 1940, et amendements, relatif aux employés municipaux des services extérieurs de la cité de Québec.

Concerning modifications of the decree number 2677, of July 12, 1940, and amendments, relating to municipal employees—external services—of the City of Québec.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés municipaux des services extérieurs de la cité de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 2677, du 12 juillet 1940, et amendements, ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret;

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the municipal employees—external services—of the City of Québec, rendered obligatory by the decree number 2677, of July 12, 1940, and amendments, have presented to the Minister of Labour a request to modify the said decree;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 1er mai 1943;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on May 1, 1943;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

Whereas no objection against the said request has been set forth;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail, que ledit décret numéro 2677 soit modifié de la façon suivante:—

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 2677 be modified in the following manner:—

1.—La catégorie "Chauffeurs avec camions loués—\$1.25", apparaissant à l'article II, est remplacée par la suivante:—

1.—The category "Drivers of rented trucks ... 1.25", mentioned in section II, is replaced by the following:

	Charge	Taux horaire
"Chauffeurs avec camions loués		
Camion de 1 tonne.....	5,500	\$1.40
Camion de 1½ tonne.....	7,000	1.40
Camion de 2 tonnes.....	8,500	1.65
Camion de 3 tonnes.....	10,000	1.90"

	Load	Hourly rate
"Drivers with rented trucks		
1-ton truck.....	5,500	\$1.40
1½-ton truck.....	7,000	1.40
2-ton truck.....	8,500	1.65
3-ton truck.....	10,000	1.90"

2.—La catégorie "Hommes de ligne (tels que désignés par le comité paritaire).....\$0.50", apparaissant au même article, Groupe numéro 5, est remplacée par la suivante:—

2. The category "Linemen (so designated by the Parity Committee)....\$0.50", mentioned in the same section, Group No. 5, is replaced by the following:

"Hommes de ligne (tels que désignés par le comité paritaire).....\$21.60 par semaine de 48 heures, avec droit au temps supplémentaire."

"Linemen (so designated by the Parity Committee)....\$21.60 per week of 48 hours and entitled to overtime."

3.—La catégorie suivante est ajoutée au Groupe numéro 13, même article:

3. The following category is added to Group No. 13, same section:

"Hommes d'entretien.....\$23.00".

"Maintenance men.....23.00".

A. MORISSET,

A. MORISSET,

3989-o Greffier du Conseil Exécutif.

3989-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 1564

Number 1564

Québec, le 12 juin, 1943.

Quebec, June 12, 1943.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concernant des modifications au décret relatif aux fonctionnaires municipaux de la cité de Québec.

Concerning modifications of the decree relating to Municipal Employees of the City of Québec.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux fonctionnaires municipaux de la cité de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 2674, du 12 juillet 1940, et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du premier mai 1943;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que ledit décret numéro 2674 soit modifié de la façon suivante:—

1.—L'article III suivant est ajouté:

"III.—Aux fins d'application du présent décret les mots suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) *Nomination*:—C'est le fait de choisir un titulaire pour remplir une fonction.

b) *Promotion*:—C'est la nomination d'un titulaire d'une fonction quelconque à une autre d'un grade plus élevé.

c) *Classification*:—C'est le fait de déterminer la dénomination ou le grade d'une fonction ou de les rectifier, en raison du travail effectué par le titulaire.

Quand une fonction est vacante, il n'y a pas lieu à classification comme moyen de remplir la vacance."

2.—L'article IV est remplacé par le suivant:—

"IV.—Dès que le Comité Administratif a résolu qu'une nomination ou promotion est à faire, il charge le Comité de Compétence de faire subir un examen aux employés de la Cité d'abord et, si aucun d'eux ne se présente ou n'est trouvé apte, aux autres aspirants.

Les diplômes et certificats de compétence déjà reconnus dispensent les aspirants ou candidats de l'examen devant le Comité de Compétence.

Après quoi, sur recommandation du Comité de Compétence, le Comité Administratif et le Conseil de Ville choisissent le titulaire en tenant compte, autant que possible, des années de services.

Lorsqu'il y a une classification à faire, le Comité de Compétence en est chargé et doit faire rapport au Comité Administratif."

3.—L'article V suivant est ajouté:

"V.—Le Comité de Compétence est composé de Son Honneur le Recorder ou du Recorder suppléant, comme président, du gérant général de la Caisse d'Économie, M. J.-A. Towner, ou de son représentant, du Directeur des services municipaux ou de son représentant, et du Président du Syndicat ou de son représentant. Le Comité doit s'adjoindre le chef du département où il s'agit de faire une nomination, promotion ou classification."

4.—Le mot "demie", mentionné à l'article XI, est remplacé par les mots "trois quarts".

5.—L'article XV est remplacé par le suivant:

"XV.—Les employés temporaires deviennent employés réguliers aux conditions suivantes:

a.—La fonction qu'ils occupent depuis au moins quatre (4) mois doit avoir été déclarée

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), the contracting parties to the collective labour agreement relating to municipal employees of the City of Quebec, rendered obligatory by the decree number 2674, of July 12, 1940, and amendments, have presented to the Minister of Labour a request to modify the said decree;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on May 1st, 1943;

Whereas no objection against its approval has been set forth;

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 2674 be modified in the following manner:—

1.—The following section III is added:

"III.—For the purposes of enforcement of the present decree, the following words have the significance hereinafter given to them:

a) *Appointment*:—the act of choosing someone for an occupation.

b) *Promotion*:—the appointment of an employee to a higher occupation.

c) *Classification*:—the act of determining the importance or grade of an occupation or to adjust same with regard to the work done by the employee concerned."

Should an occupation be vacant, the classification system shall not be used to fill the vacancy.

2.—Section IV is replaced by the following:

"IV.—When the Administrative Committee has decided that an appointment or a promotion is to take place, it shall instruct the Competence Committee to have examinations undergone first among the employees of the City and, should none of them apply or be found qualified, by the other applicants.

Diplomas or certificates of competency deemed valid shall exempt the applicants or candidates from the examination before the Competence Committee.

Thereafter, upon recommendation of the Competence Committee, the Administrative Committee and the City Council shall choose with due consideration of the years of service.

Classifications to be made shall be entrusted to the Competence Committee which shall report to the Administrative Committee."

3.—The following section V is added:

"V.—The Competence Committee shall consist of His Honor the Recorder or the Acting Recorder as chairman, of the general manager of "La Caisse d'Économie" Mr. J.-A. Towner, or his delegate, of the director of the municipal services or his delegate, of the chairman of the Syndicate or his delegate. The Committee shall also include the chief of the department when an appointment, a promotion or a classification is to be made."

4.—The words "one half" mentioned in section XI are replaced by the words "three-quarters".

5.—Section XV is replaced by the following:

"XV.—Temporary employees shall become regular employees as follows:

a.—The office which they have occupied for at least four (4) months must have been

nécessaire pour l'avenir, par le Comité Administratif, sur rapport du Directeur des services.

b.—Ils doivent avoir subi avec succès un examen devant le Comité de Compétence auquel examen peuvent également prendre part les employés permanents et réguliers de la Cité.

c.—Ils doivent être nommés à cette fonction par le Comité Administratif et le Conseil de Ville.

Il y a exception à cette règle pour les employés actuels du Service du Chômage qui peuvent être nommés employés réguliers par le Comité Administratif."

6.—L'article XVI est radié et remplacé par le suivant:

"XVI.—*Taux de salaires*.—Les salaires payés aux employés permanents et réguliers de la Cité sont ceux établis d'après l'échelle ci-après. L'augmentation annuelle est de \$100.00, sauf dans le cas du Directeur de la Piscine du Palais Montcalm, classe 18, pour qui l'augmentation annuelle n'est que de \$50.00:

declared necessary, for the future, by the Administrative Committee upon report of the director of services;

b.—They shall have undergone, successfully, an examination before the Competence Committee also operating for the permanent and regular employees of the City;

c.—They must be appointed to that office by the Administrative Committee and the City Council.

The foregoing provisions, however, do not apply to actual employees of the Unemployment Service who may be appointed regular employees by the Administrative Committee."

6.—Section XVI is stricken off and replaced by the following:

"XVI.—*Salaries*.—The salaries paid to permanent and regular employees of the City shall be those set according to the following schedule. The annual increase shall be \$100.00 with the exception of the director of the swimming pool at the Palais Montcalm, class 18, for whom the annual increase shall be \$50.00 only:

<i>Fonctions — Occupations</i>		<i>Minimum</i>	<i>Maximum</i>
1.—	Chef du Cabinet du Maire. — Head clerk in the Mayor's office.	\$ 860.00	\$ 860.00
2.—	Commis Grade "3". — Clerk, grade 3.	900.00	1,200.00
3.—	Aides juniors au Laboratoire. — Junior helpers in the laboratory.	900.00	1,300.00
4.—	Gardiens, conducteurs d'ascenseurs, journaliers. — Watchmen, elevator men, labourers.	1,000.00	1,200.00
5.—	Préposés à l'usine de chloration, surveillant-adjoint du bassin d'alimentation de l'aqueduc, chef du bureau de placement du Chômage et des Travaux. — Chlorine shop operators; Ass't watchman of the Aqueduct reservoir, employment, unemployment and works offices director.	1,000.00	1,300.00
6.—	Commis aux services extérieurs. — Clerk, exterior service.	1,000.00	1,600.00
7.—	Commis grade "2", chaîneurs, dessinateurs grade "2", inspecteurs-adjoints des bâtisses, assistant-chef jardinier, pointeurs aux Travaux publics, assistant-maitre de poste, magasinier à l'atelier municipal, opérateurs du téléphone au télégraphe d'alarme, permanents au 1er mai 1942. — Clerks grade 2, surveyor's helpers, draftsmen grade 2, ass't-inspectors of the buildings, ass't-chief gardener, checkers for public works, ass't-post master, draftsmen telephone operators (alarm telegraph), permanent on May 1st, 1942.	1,200.00	1,500.00
8.—	Concierges, inspecteurs, huissiers audienciers, ambulanciers, désinfecteurs. — Janitors, inspectors, crier of the court, ambulance men, disinfector operators.	1,200.00	1,600.00
9.—	Aides seniors au laboratoire. — Senior helpers in the laboratory.	1,300.00	1,600.00
10.—	Chef des gardiens et des opérateurs de l'aqueduc, préposé aux machines à bleus et classificateur des plans et devis. — Chief of watchmen and operators of the aqueduct, blue-print machine operator and employee committed to the classification of draughts and estimates.	1,300.00	1,800.00
11.—	Hommes d'instruments aux travaux publics. — Instrument men for public works.	1,400.00	1,800.00
12.—	Commis grade "1", huissiers, maitre de poste, opérateurs du télégraphe d'alarme (permanents au 1er mai 1942), opérateurs des machines à comptabilité, vérificateurs grade "3", assistants-surintendants de l'aqueduc, surveillant du personnel, commis grade "1" et inspecteur de neige, électriciens au télégraphe d'alarme (permanents au 1er mai 1942), surintendant des travaux d'asphalte, surveillant du moulin et inspecteur de neige, préposés au fonctionnement des machines des listes de paie et appropriations budgétaires, vérificateur des listes de paie, secrétaire des échevins, inspecteurs diplômés (1944). — Clerk grade 1, ushers, postmaster, alarm telegraph operators, permanent on May 1st, 1942, accounting machine operators, examiners grade 3, personnel foreman, ass't-superintendent of the aqueduct, clerk grade 1, and snow inspector, electrician of alarm system, permanent May 1st, 1942; superintendent of asphalt works, mill watchman and snow inspector; payroll and budgetary appropriation machine operators, aldermen's secretary, qualified inspectors (1944).	1,500.00	1,800.00
13.—	Inspecteurs des bâtisses, régistraire à la cotisation, dessinateurs grade "1", inspecteur principal aux travaux publics, surveillant du bassin d'alimentation de l'aqueduc, chef d'équipe aux travaux publics, pointeur principal aux travaux publics, assistant-payeur,		

<i>Fonctions — Occupations</i>	<i>Minimum</i>	<i>Maximum</i>
secrétaire des services de la police et des incendies. — Assistant-paymaster, inspectors of buildings, assessment registrar, designers grade 1, chief inspector for public works, guardian of the feeding reservoir of the aqueduct, secretary for police and fire departments, shift leaders for public works, main checker for public works	1,500.00	2,000.00
14.—Technicien au laboratoire. — Technician in the laboratory	1,600.00	2,000.00
15.—Chef-jardinier, chef-électricien, huissier-en-chef, chef de l'entretien des bâtisses, facturier. — Chief gardener, chief electrician, chief-usher, chief for the maintenance of buildings, invoice-clerk	1,700.00	2,000.00
16.—Comptables. — Accountants	1,700.00	2,200.00
17.—Préposé aux taux de l'enlèvement de la neige (1944), surintendant-adjoint du télégraphe d'alarme. — Snow clearing rates employees (1944), ass't-superintendent of the alarm system	1,800.00	2,000.00
18.—DéTECTIVES (permanents au 1er mai 1943), assistants surintendants des travaux publics, directeur de la piscine du Palais Montcalm. — Detectives, permanent May 1st, 1943, ass't-superintendents for public works, director of the swimming pool at the Palais Montcalm	1,800.00	2,100.00
19.—Chefs de sections à la trésorerie, Commis du Conseil et secrétaire du cabinet du maire, gérant du Stade municipal, archiviste-statisticien adjoint, assistant-secrétaire de la Commission de l'Exposition. — Chief of sections at the treasury, clerk of the Council and secretary to the mayor's office, municipal stadium manager, ass't-recording statistician, ass't secretary of "La Commission de l'Exposition"	1,800.00	2,200.00
20.—Chef-inspecteur sanitaire diplômé, dessinateur-technicien. — Graduate sanitary chief-inspector, draftsman-technician	1,800.00	2,400.00
21.—Caissiers, secrétaire du département des Travaux publics, secrétaire-statisticien du département de la Santé, vérificateurs grade "2", surintendants de l'Aqueduc. — Cashiers, secretary of the department of public works, secretary-statistician of health department, superintendent of the aqueduct, examiners grade 2	1,800.00	2,500.00
22.—Enquêteur judiciaire. — Judicial investigator	1,800.00	2,800.00
23.—Chef-adjoint aux appropriations, comptable-adjoint du prix de revient. — Ass't-chief of appropriations, ass't-accountant of cost price (1944)	1,900.00	2,200.00
24.—Préposé aux assurances, surintendant du télégraphe d'alarme (1944) — Insurance clerk, alarm system superintendent (1944)	2,000.00	2,200.00
25.—Arpenteur-géomètre-adjoint, sous-chefs du Service des incendies, chef de la cotisation, percepteur de la taxe d'amusements, secrétaire à l'Assistance publique, payeur. — Chief of assessments, amusement tax collector, pay-master, surveyor's assistant, deputy-chiefs of the fire service, secretary for Public charities	2,000.00	2,500.00
26.—Sergents-déTECTIVES (permanents au 1er mai 1943), sans allocation pour habillement. — Sergeant detectives permanent May 1st, 1943, clothing not provided	2,100.00	2,500.00
27.—Surintendants aux Travaux publics—(Quartiers Montcalm, St-Sauveur, St-Roch, Limoilou). — Superintendent for public works—Montcalm, St. Roch, Limoilou, St. Sauveur wards	2,200.00	2,500.00
28.—Chef des appropriations, comptable du prix de revient. — Chief of appropriations, accountant—cost price	2,200.00	2,600.00
29.—Acheteur. — Buyer	2,300.00	2,600.00
30.—Assistants-greffiers de la Cour du Recorder. — Deputy-Clerks of the Recorder Court	2,500.00	3,000.00
31.—Chef des déTECTIVES, chefs-adjoints du Bureau de placement du chômage et des travaux. — Chief of detectives, ass't-chiefs of the employment, unemployment and works office	2,500.00	2,800.00
32.—Surintendant des Travaux publics pour les quartiers St-Jean-Baptiste et Champlain, surintendant à l'atelier municipal, architectes, vérificateurs grade "1", directeur des propriétés de la Cité, chef-adjoint du Service des incendies, chef-adjoint du Service de la police, Directeur du Palais Montcalm. — Superintendent for public works for St. Jean Baptist and Champlain wards; superintendent of Municipal shop, director of the Palais Montcalm, architects, examiners grade 1, manager of the city's properties, ass't-chief of police, ass't-chief of the fire service	2,500.00	3,000.00
33.—Adjoint à la perception, comptable-en-chef adjoint, vétérinaire. — Collector's assistant, chief accountant's assistant, veterinarian	2,600.00	3,000.00
34.—Ingénieur aux Travaux publics, chimiste, ingénieur-adjoint de l'Aqueduc. — Engineer for public works, chemist, ass't-engineer of the aqueduct	2,800.00	3,500.00
35.—Vérificateur-adjoint. — Ass't-auditor	3,000.00	3,300.00
36.—Chef de la perception, comptable-en-chef et assistant trésorier. — Chief-collector, chief-accountant and ass't-treasurer	3,000.00	3,600.00

<i>Fonctions — Occupations</i>	<i>Minimum</i>	<i>Maximum</i>
37.—Ingénieurs des services aux Travaux publics, greffier-adjoint de la cité, avocat de la Cité, ingénieur délégué et arpenteur géomètre. — Engineers for public works services, deputy-clerk of the City, lawyer of the City, engineer director, surveyor.....	3,500.00	4,000.00
38.—Premier assistant-trésorier. — First ass't-treasurer.....	4,000.00	4,500.00"

3988-o WM. LEARMONTH, WM. LEARMONTH,
Asst. Greffier du Conseil Exécutif. 3988-o Dep.-Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

N° 1658

Québec, le 23 juin 1943.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant une nouvelle prolongation de la durée du décret relatif aux employés de pompes funèbres dans l'Île de Montréal, l'Île Jésus et un rayon de dix (10) milles autour de l'Île de Montréal.

Il est ordonné, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail, que le décret numéro 359, du 13 février 1942, relatif aux employés de pompes funèbres dans l'Île de Montréal, l'Île Jésus et un rayon de (10) milles autour de l'Île de Montréal, soit de nouveau prolongé jusqu'au 10 juillet 1943.

3995-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 1658

Quebec, June 23, 1943.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a further extension of the duration of the decree relating to the undertakers' employees in the Island of Montreal, Isle of Jesus and a radius of 10 miles around the Island of Montreal.

It is ordained, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour, that the decree number 359, of February 13, 1942, relating to the undertakers' employees in the Island of Montreal, Isle of Jesus and a radius of ten (10) miles around the Island of Montreal, be again extended until July 10, 1943.

3995-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 16 juin 1943, le changement de nom de "L'Association des Plâtriers de Montréal" en celui de "L'Association des Plâtriers et Finisseurs de Ciment de Montréal Incorporée" a été autorisé, et ce, conformément aux dispositions des articles 7 et suivants de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q., 1941, chapitre 162).

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, le 18 juin 1943.

3967-o Le sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 16 juin 1943, le changement de nom du "Syndicat Catholique National des Charpentiers-Menusiers de Montréal" en celui de "Syndicat National des Charpentiers-Menusiers de Montréal" a été autorisé, et ce, conformément aux dispositions des articles 7 et suivants de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q., 1941, chapitre 162).

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, le 18 juin 1943.

3968-o Le sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 16 juin 1943, le changement de nom du "Syndicat Professionnel des Institutrices Catholiques de Québec" en celui de "Syndicat Professionnel des Institutrices Catholiques de la Cité de Québec" a été autorisé, et ce, conformément aux dispositions des articles 7 et suivants de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q., 1941, chapitre 162).

Miscellaneous Notices

Notice is given that, by Order in Council, bearing date the 16th of June, 1943, the change of name of "L'Association des Plâtriers de Montréal" to that of "L'Association des Plâtriers et Finisseurs de Ciment de Montréal Incorporée" has been authorized, and such, pursuant to the provisions of sections 7 and following of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q. 1941, chapter 162).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 18th of June, 1943.

3967 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Notice is given that, by Order in Council dated the 16th of June, 1943, the change of name of the "Syndicat Catholique National des Charpentiers-Menusiers de Montréal" to that of "Syndicat National des Charpentiers-Menusiers de Montréal" has been authorized, and such, pursuant to the provisions of sections 7 and following of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q. 1941, chapter 162).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 18th of June, 1943.

3968 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Notice is given that, by Order in Council bearing date the 16th of June, 1943, the change of name of "Syndicat Professionnel des Institutrices Catholiques de Québec" to that of "Syndicat Professionnel des Institutrices Catholiques de la Cité de Québec" has been authorized, and such, pursuant to the provisions of sections 7 and following of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q. 1941, chapter 162).

Daté du bureau du Secrétaire de la Province,
le 18 juin 1943.

Le sous-secrétaire de la Province,
3969-o JEAN BRUCHESI.

Avis est, par les présentes, donné que, par arrêté ministériel en date du 9 juin 1943, les amendements aux règlements de la "Alumnae Association Inc. of the Royal Victoria Hospital Training School for Nurses", tels qu'adoptés à l'assemblée générale tenue le 21 avril 1943, ont été approuvés, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province,
ce 11 juin 1943.

Le sous-secrétaire de la Province,
3970 JEAN BRUCHESI.

La formation d'une société, sous le nom de "Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 57", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 14 juin 1943.

Le siège social de l'association est situé à St-Cajétan-d'Armagh, dans le comté de Bellechasse, province de Québec.

Le sous-secrétaire de la Province,
3971-o JEAN BRUCHESI.

Avis est, par les présentes, donné que, par arrêté ministériel en date du 16 juin 1943, les règlements I à XXII inclusivement de la "Noorduyn Recreation Association", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 12 mai 1943, ont été approuvés conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 276).

Daté du bureau du Secrétaire de la Province,
ce 18 juin 1943.

Le sous-secrétaire de la Province,
3972 JEAN BRUCHESI.

Loi du régime des eaux courantes, Chapitre 98, S.R.Q. 1941, formule 3.

3.—(Article 60)

Avis de la demande du dépôt des plans et devis.

Avis est donné au public conformément à l'article 60 de la Loi du régime des eaux courantes, que la Corporation du Village de Mont-Joli, dans le comté de Matane, se propose de faire faire une protection pour une prise d'eau de l'Aqueduc Municipal, pour l'emmagasinement en toute saison des eaux de la rivière Mitis, dans le but de conserver pour en régulariser le débit et d'assurer ainsi l'uniformité d'alimentation aux aqueducs et aux usines et la constance des forces hydrauliques.

Avis est donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement de ces travaux et le terrain qui sera affecté par ces travaux, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de Rimouski à Rimouski.

La demande d'autorisation contenue dans la requête sera prise en considération par le lieutenant-gouverneur en conseil le ou après le dixième

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 18th of June, 1943.

JEAN BRUCHESI,
3969 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, by Order in Council dated June 9th, 1943, the amendments to the by-laws of the "Alumnae Association Inc. of the Royal Victoria Hospital Training School for Nurses", as adopted at the general meeting held on April 21st, 1943, were approved pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 11th of June, 1943.

JEAN BRUCHESI,
3970-o Under Secretary of the Province.

The formation of an association, under the name of "Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 57", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary the 14th of June, 1943.

The principal place of business of the association is at St-Cajétan-d'Armagh, in the County of Bellechasse, Province of Quebec.

JEAN BRUCHESI,
3971 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, by Order in Council dated June 16th, 1943, the by-laws I to XXII inclusively of the "Noorduyn Recreation Association", as adopted at the meeting held on May 12th, 1943, were approved, pursuant to the provisions of Section 225 of the Quebec Companies' Act (R.S.Q., 1941, Chapter 276).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 18th of June, 1943.

JEAN BRUCHESI,
3972-o Under Secretary of the Province.

Water-Course Act, Chapter 98, R.S.Q. 1941, Form 3.

3.—(Section 60)

Notice of Application and Deposit of Plan and Specifications.

Public notice is hereby given in accordance with section 60 of the Water-Course Act, that the Corporation of the Village of Mont-Joli in the county of Matane, intends to execute the following work "Protection Work for water intake of the Municipal Aqueduc" to store at all seasons the waters of River Mitis with the object of conserving them so as to regulate their flow, and thus to ensure a uniform supply to waterworks systems and to mills and a constancy of hydraulic power.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications showing the site and the nature of the work and the land which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Rimouski at Rimouski.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the tenth day

jour suivant la date de la publication du présent avis dans la Gazette Officielle de Québec.
19 juin, 1943.

La Corporation du Village de Mont-Joli,
Requérant, Par: le sec.-trés.,
3974-o JOS. DUBÉ.

following the date of the publication of this notice in the Quebec Official Gazette.
June 19th, 1943.

The Corporation of the Village of Mont-Joli,
Petitioner, By: JOS. DUBÉ,
3974-o Sec.-Treas.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné à la Commission des Écoles Juives de Montréal que le Bureau des Syndics d'Écoles Protestantes de la cité d'Outremont mettra fin, le 30 juin 1945, à l'entente intervenue le 20 janvier 1931 entre lesdits syndics d'écoles et ladite commission des écoles juives de Montréal, laquelle entente a été reproduite comme cédule "B" de la Loi 21 George V, chapitre 63, une Loi concernant l'éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont.

Le présent avis est donné conformément au paragraphe 8 de l'entente ci-dessus mentionnée.
Daté en la cité d'Outremont, ce 21ème jour de juin 1943.

Le bureau des syndics d'écoles protestantes
de la cité d'Outremont,
Le secrétaire,
3983 W. F. ROWELL.

AVIS DE RACHAT

RR. SOEURS DE LA CHARITÉ DE QUÉBEC

Émission d'obligations de \$2,500,000.00, 4%, datée du 1er août 1940 et échéant le 1er août 1950.

Les RR. Sœurs de la Charité de Québec, ci-après nommées "La Corporation" donnent avis par les présentes que pour satisfaire aux exigences de l'acte de fiducie signé le 2 août 1940 par la dite Corporation en faveur du Trust Général du Canada, devant le notaire Joseph Sirois, sous le numéro 11808 de ses minutes et se rapportant à l'émission d'obligations ci-dessus mentionnée, elles rachèteront en date du 1er août 1943, au prix de 100% de leur valeur nominale, pour trente mille dollars, (\$30,000.00) d'obligations faisant partie de la dite émission.

Les obligations dont le rachat sera ainsi effectué le 1er août 1943 ont été désignées par voie de tirage, avec les résultats suivants:

Obligations de \$1,000.00:—Nos M 157, 486, 558, 773, 827, 980, 1034, 1041, 1089, 1092, 1095, 1112, 1158, 1380, 1510, 1537, 1560, 1570, 1608, 1616, 1620, 1744, 1904, 1965.

Obligations de \$500.00:—Nos D 17, 107, 274, 277, 376, 403, 441, 592, 601, 723, 827, 908.

Par suite, les dites obligations ci-dessus énumérées deviendront dues et payables et elles seront payées et rachetées, avec intérêts courus jusqu'au 1er août 1943 sur présentation et remise d'icelles avec, y attachés, tous les coupons d'intérêt à compter de celui échéant le 1er février 1944 et subséquemment, au bureau principal de la Banque Canadienne Nationale, à Québec ou à Montréal, ou au bureau principal de la Banque de Montréal, à Toronto, au choix du détenteur.

De plus, la corporation donne avis qu'elle déposera entre les mains du fiduciaire, conformément au dit acte de fiducie, le ou avant la date fixée pour le rachat, les fonds requis pour le rachat de ses dites obligations, principal et inté-

NOTICE

Notice is hereby given to the Jewish School Commission of Montreal that the Protestant Board of School Trustees of the City of Outremont will terminate, on 30th June, 1945, the Agreement between the said School Trustees and the said Jewish School Commission of Montreal, entered into on 20th January, 1931, which Agreement was reproduced as Schedule "B" to the Act 21 George V, chapter 63—An Act respecting the education of certain children in Montreal and Outremont.

The present Notice is given in accordance with Paragraph 8 of the Agreement above mentioned.
Dated at the City of Outremont, this 21st day of June, 1943.

Protestant Board of School Trustees of
the City of Outremont,
W. F. ROWELL,
3983-o Secretary.

NOTICE OF REDEMPTION

THE SISTERS OF CHARITY OF QUEBEC

Issue of bonds for \$2,500,000.00, 4%, dated August 1st 1940 and maturing August 1st 1950.

Notice is hereby given by The Sisters of Charity of Quebec, hereinafter called the Corporation, that in accordance with the terms and conditions of the Trust Deed executed by said Corporation in favour of General Trust of Canada, August 2nd, 1940, before Joseph Sirois, N.P., under number 11808 of his minutes, the Corporation will redeem on the first of August, 1943, by the payment of their principal at one hundred per cent (100%) and interest accrued thereon to said redemption date, for thirty thousand dollars (\$30,000.00) of bonds forming part of the above mentioned issue.

The bonds to be redeemed have been drawn by lot with the following results:

\$1,000.00 Bonds:—Nos. M 157, 486, 558, 773, 827, 980, 1034, 1041, 1089, 1092, 1095, 1112, 1158, 1380, 1510, 1537, 1560, 1570, 1608, 1616, 1620, 1744, 1904, 1965.

\$500.00 Bonds:—Nos. D 17, 107, 274, 277, 376, 403, 441, 592, 601, 723, 827, 908.

Accordingly, the said above mentioned bonds will become due and payable and they will be paid and redeemed in principal and interest, as above stated, on the first of August, 1943 (August 1st, 1943) upon presentation and surrender of same, together with, thereto attached, all interest coupons maturing on February 1st, 1944 and subsequently, at the main office of Banque Canadienne Nationale, in Quebec or Montreal, or at the main office of Bank of Montreal, in Toronto, at the holder's option.

Notice is further given by the Corporation that it will deposit with the Trustee, as provided by the said trust deed, on or before the redemption date, the funds required for the redemption of said bonds, principal and interest accrued, as

rêts courus, tel que susdit, et que, par suite de ce dépôt, les dites obligations cesseront de porter intérêt à compter de la date fixée pour leur rachat. Québec, le 21 juin 1943.

SŒURS DE LA CHARITÉ DE QUÉBEC,
TRUST GÉNÉRAL DU CANADA,
fiduciaire.

3984-o 71, rue St-Pierre, Québec.

above stated and that following such deposit, said bonds will cease to bear interest as from the redemption date.

Québec, June 21st, 1943.

THE SISTERS OF CHARITY OF QUEBEC,
GENERAL TRUST OF CANADA,
Trustee.

3984-o 71 St. Peter St., Québec.

Chartes—Abandon de

AVIS

PROSPECTORS AIRWAYS (QUEBEC) COMPANY
LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

La compagnie Prospectors Airways (Quebec) Company Limited (libre de responsabilité personnelle) constituée par lettres patentes émises par l'honorable le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec le 29ième jour de juin, A.D. 1937, donne, par les présentes, avis public qu'elle a l'intention de s'adresser au Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec pour obtenir l'autorisation d'abandonner sa charte et son annulation conformément aux dispositions de la loi des compagnies de Québec après telle date que celui-ci jugera à propos de fixer.

Daté à McWatters, P.Q., ce 9ième jour de juin, A.D. 1943.

Le secrétaire,
JAMES INGRAM,

a/s son procureur, JOSEPH A. LEGRIS, K. C.,
3973-o Haileybury, Ontario.

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, "Insurance Exchange Barber Shop, Limited" donne avis qu'elle s'adressera à l'Honorable Procureur Général ainsi qu'à l'Honorable Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce, à Québec, pour demander l'autorisation d'abandonner sa charte, à compter de la date qu'il leur plaira de fixer.

Montréal, ce 21 juin 1943.

L'avocat de la Compagnie requérante,
GÉRARD RAYMOND.

276 ouest, rue St-Jacques. 3975-o

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Canadian Gold Operators Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-deux août 1931.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un mai 1943, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-sept mai 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3990 P. FRENETTE.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la res-

Charters—Surrender of

NOTICE

PROSPECTORS AIRWAYS (QUEBEC) COMPANY
LIMITED
(No Personal Liability)

The company "Prospectors Airways (Quebec) Company Limited (No Personal Liability), incorporated by letters patent issued by the Honorable the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, on the 29th of June, A.D. 1937, does hereby give notice that it intends to apply to the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter and secure its cancellation, pursuant to the provisions of the Quebec Companies' Act, after such date which he may be pleased to fix.

Dated at McWatters, P.Q., this 9th day of June, A.D. 1943.

JAMES INGRAM,
Secretary,

c/o his Attorney, JOSEPH A. LEGRIS K. C.,
3973 Haileybury, Ontario.

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Insurance Exchange Barber Shop, Limited" hereby gives notice that it will make application to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, for the acceptance of the surrender of its charter, from the date to be fixed by them.

Montreal, June 21st, 1943.

GÉRARD RAYMOND,
Attorney for Petitioner.

276 St. James St. West. 3975-o

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Canadian Gold Operators Limited", incorporated by letters patent dated the twenty-second day of August, 1931.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of May, 1943, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1943.

P. FRENETTE,
3990-o Assistant Deputy Attorney General.

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by sec-

ponsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce d'accepter l'abandon de la charte de "L'Aide Canadienne aux Combattants de Langue Française", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-troisième jour de décembre 1939.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et unième jour de mai 1943, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du Procureur Général, ce vingt-sixième jour de mai 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3991-o P. FRENETTE.

tion 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of "L'Aide Canadienne aux Combattants de Langue Française", incorporated by letters patent bearing date the twenty-third day of December, 1939.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of May, 1943, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of May, 1943.

P. FRENETTE,
3991 Assistant Deputy Attorney General.

Commission du salaire minimum

Minimum Wage Commission

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'ordonnance de renouvellement, dont le texte suit, prolongeant jusqu'au 1er juillet 1944, la durée de l'ordonnance numéro 35, 1942, de la Commission du salaire minimum, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 1643 du 23 juin 1943.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 35, 1942

Établissements commerciaux d'alimentation au détail (Cité de Québec et ville de Québec-Ouest)

Ordonnance de renouvellement

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance de renouvellement, ce qui suit:

1 *Prolongation de l'ordonnance no 35, 1942*:—L'ordonnance no 35, 1942, de la Commission du salaire minimum, régissant les établissements commerciaux d'alimentation au détail dans la cité de Québec et la ville de Québec-Ouest, datée du 25 juin 1942, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 30 juillet 1942, par arrêté portant le numéro 1890 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 1er août 1942, est maintenue en vigueur jusqu'au 1er juillet 1944.

2 *Entrée en vigueur*:—La présente ordonnance de renouvellement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et passé en la cité de Québec, ce douzième jour du mois de mai mil neuf cent quarante-trois.

[Sceau]

Le président, (Signé) FERDINAND ROY,
Le vice-président, " GUS. FRANCO,
Les commissaires, " J.-A. BOUTHILLETTE,
" H. LOUDIN,
" B.-E. BRAIS.

Copie conforme,
Le secrétaire général,
J.-E. SIMARD. 3997-o

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le règlement

NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following ordinance of renewal, extending until July 1, 1944, the duration of Ordinance number 35, 1942, of the Minimum Wage Commission, has been approved by Order in Council number 1643 of June 23, 1943.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordonnance No. 35, 1942

Retail Foodstuffs
(City of Quebec and town of Quebec-West)

Ordinance of Renewal

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present Ordinance of Renewal, the following:

1 *Prolongation of Ordinance No. 35, 1942*:—Ordinance No. 35, 1942, of the Minimum Wage Commission, governing Retail Foodstuffs in the city of Quebec and the town of Quebec-West, dated June 25, 1942, approved by the Lieutenant-Governor in Council on July 30, 1942, by Order-in-Council No. 1890 and published in the *Quebec Official Gazette* on August 1st, 1942, is maintained in force until July 1st, 1944.

2 *Coming into force*:—The present Ordinance of Renewal shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Passed and dated in the city of Quebec, this twelfth day of the month of May, in the year one thousand nine hundred and forty-three.

[Sceau]

(Signed): FERDINAND ROY, President,
" GUS. FRANCO, Vice-President,
" J. A. BOUTHILLETTE, Members.
" H. LOUDIN,
" B. E. BRAIS.

True copy,
J. E. SIMARD,
General Secretary. 3997-o

NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following

d'amendement, dont le texte suit, en date du premier juin 1943, amendant le Règlement B-1 révisé de la Commission du salaire minimum, édictant un prélèvement, a été approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1642 du 23 juin 1943.

by-law of amendment, dated June 1, 1943, amending By-law B-1, revised, of the Minimum Wage Commission, enacting a levy, has been approved by Order in Council number 1642 of June 23, 1943.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Règlement B-1 révisé édictant un prélèvement

Règlement d'amendement

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par le présent règlement d'amendement, ce qui suit:

1 *Règlement B-1 révisé amendé*: Le règlement B-1 révisé de la Commission du salaire minimum édictant un prélèvement, adopté par la Commission le 27 novembre 1940, approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil le 13 décembre 1940 par arrêté portant le numéro 4330, publié dans la *Gazette officielle de Québec* le 28 décembre 1940, et postérieurement amendé, est de nouveau amendé comme suit:

A) L'article 5 du dit règlement est amendé en y ajoutant le paragraphe suivant:

"Toutefois, pour les employeurs d'entreprises de flottage de bois, tel prélèvement est exigible sur les salaires payés durant chaque année de calendrier à leurs salariés occupés à tels travaux; et pour les employeurs des autres opérations forestières, tel prélèvement est exigible sur les salaires payés à leurs salariés occupés à tels travaux durant chacune des périodes comprises entre le premier mai d'une année et le trente avril suivant."

B) L'article 6 dudit règlement amendé par règlement d'amendement du 22 janvier 1943 est de nouveau amendé en y ajoutant, après le premier paragraphe du dit article, ce qui suit:

"c) pour le prélèvement exigible des employeurs d'opérations de flottage de bois: le dix février de chaque année;

d) pour le prélèvement exigible des employeurs d'opérations forestières: le dix juin de chaque année."

2 *Entrée en vigueur*: Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et passé en la cité de Québec, ce premier jour du mois de juin, mil neuf cent quarante-trois.

[Sceau]

Le président, (Signé): FERDINAND ROY,
Le vice-président, " GUS. FRANCO,
Les commissaires, " J.-A. BOUTHILLETTE,
" H. LOUDIN,
" B.-E. BRAIS.

Copie conforme,

Le secrétaire-général,
J.-E. SIMARD.

3998-o

MINIMUM WAGE COMMISSION

By-law B-1 Revised enacting a Levy

By-law of Amendment

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present By-law of Amendment, the following:

1. *By-law B-1 Revised Amended*: By-law B-1 revised of the Minimum Wage Commission, enacting a levy, adopted by the Commission on November 27, 1940, approved by the Lieutenant-Governor in Council on December 13, 1940, by Order in Council No. 4330, published in the *Quebec Official Gazette* on December 28, 1940, and subsequently amended, is again amended as follows:

A) Section 5 of said By-law is amended by adding the following sub-section:

"However, for employers of timber-driving undertakings, said levy is exacted on the wages paid during each calendar year to their employees occupied at such work; and for employers of other forest operations, said levy is exacted on the wages paid to their employees occupied at such work during each of the periods included between May first of one year to April thirtieth next."

B) Section 6 of said By-law, amended by By-law of Amendment of January 22, 1943, is again amended by adding after the first subsection of said section, the following:

"c) for the levy exacted from employers of timber-driving operations: February 10th of each year;

d) for the levy exacted from employers of forest operations: June 10th of each year."

2. *Coming into force*: The present By-law shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Passed and dated in the city of Quebec this first day of the month of June, in the year one thousand nine hundred and forty-three.

[Seal]

(Signed) FERDINAND ROY, President,
" GUS. FRANCO, Vice-President,
" J. A. BOUTHILLETTE, Members.
" H. LOUDIN,
" B. E. BRAIS.

True copy,

J. E. SIMARD,
General Secretary.

3998-o

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 290-43

Québec, le 14 juin 1943.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE

Demande est faite d'ériger une municipalité scolaire distincte sous le nom de "Saint-Paulin-

No. 290-43

Quebec, June 14, 1943.

SCHOOL MUNICIPALITY

Application is made to erect a separate school municipality, under the name of "Saint-Paulin-

Dalibaire" dans le comté de Matane, qui comprendra le territoire suivant, savoir:

"Les lots suivants, tous inclusivement, du canton de Dalibaire:

- 30 à 62 du rang V,
- 29 à 58 du rang VI,
- 25 à 60 du rang VII,
- 19 à 56 des rangs VIII, IX et X.

Les lots suivants, tous inclusivement, du canton de Romieu:

- 34 à 51 du rang V,
- 37 à 48 du rang VI,
- 46 à 51 du rang VII."

3945-25-2-o

Secrétaire.

Dalibaire", in the County of Matane, which will comprise the following territory, to wit:

"The following lots, all inclusively, of the Township of Dalibaire:

- 30 to 62 of Range V,
- 29 to 58 of Range VI,
- 25 to 60 of Range VII,
- 19 to 56 of Ranges VIII, IX and X.

The following lots, all inclusively, of the Township of Romieu:

- 34 to 51 of Range V,
- 37 to 48 of Range VI,
- 46 to 51 of Range VII."

3945-25-2

Secretary.

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF MODIFICATION

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), que le Syndicat national catholique de l'industrie de la boulangerie, de la pâtisserie et de la biscuiterie, inc., section de Québec, lui a présenté une requête à l'effet d'apporter des modifications au décret numéro 781, du 29 mars 1941, relatif au métier de boulanger, dans la cité de Québec, la cité de Lévis, la ville de Québec-Ouest, les comtés de Québec, Québec-Ouest, Lévis, Beauce, Montmagny et Montmorency, excepté l'Île d'Orléans:

On demande les modifications suivantes:

1.—Que l'alinéa suivant soit ajouté au paragraphe "a" de l'article V:

"Nonobstant les dispositions précédentes, la durée hebdomadaire du travail pour les contre-maitres-boulangers et les compagnons-boulangers sera de soixante (60) heures dans la zone I et de soixante-dix (70) heures dans la zone II."

2.—Que les montants de "\$24.00" et "\$21.00" mentionnés à l'article VII du décret soient remplacés par "\$25.00" et "\$22.00" respectivement.

3.—Que les mêmes montants de "\$24.00" et "\$21.00" mentionnés au paragraphe "e" de l'article VIII soient également remplacés par "\$25.00" et "\$22.00" respectivement.

4.—Que le montant de "\$24.00" mentionné à l'article IX soit remplacé par "\$25.00".

5.—Que le montant de "\$19.55" mentionné à l'article XVII soit également remplacé par "\$20.55".

6.—Que les montants de "\$19.55" et "\$17.00" mentionnés à l'article XIV du décret soient remplacés par "\$20.55" et "\$18.00" respectivement.

Le Conseil régional du travail en temps de guerre de Québec a autorisé la mise en vigueur desdits amendements, à sa séance du 16 juin 1943.

Durant les trente jours, à compter de la date de la publication de cet avis, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 26 juin 1943.

3987-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), that "Le Syndicat national catholique de l'industrie de la boulangerie, de la pâtisserie et de la biscuiterie, inc., section de Québec", has presented to him a request to modify the decree number 781, of March 29, 1941, relating to the baker trade in the city of Québec, the city of Lévis, the town of Québec-Ouest, the counties of Québec, Québec-Ouest, Lévis, Beauce, Montmagny and Montmorency, with the exception of the Island of Orleans:

It is requested:

1.—That the following paragraph be added to subsection "a" of section V:

"Notwithstanding the foregoing provisions, the weekly duration of labour for baker-foremen and baker-journeymen shall be sixty (60) hours in Zone I and seventy (70) hours in zone II."

2.—That the amounts of "\$24.00" and "\$21.00" mentioned in section VII of the decree be replaced by "\$25.00" and "\$22.00" respectively.

3.—That the same amounts of "\$24.00" and "\$21.00" mentioned in subsection "e" of section VIII be also replaced by "\$25.00" and "\$22.00" respectively.

4.—That the amount of "\$24.00" mentioned in section IX be replaced by "\$25.00".

5.—That the amount of "\$19.55" mentioned in section XVII be also replaced by "\$20.55".

6.—That the amounts of "\$19.55" and "\$17.00" mentioned in section XIV of the decree be replaced by "\$20.55" and "\$18.00" respectively.

The Regional War Labour Board for Quebec has authorized the enforcement of the said amendments, at its meeting of June 16, 1943.

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, June 26, 1943.

3987-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Com-

paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal et du district, établi en exécution du décret numéro 1742, du 11 juillet 1941 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1652 du 23 juin 1943, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 24 juin 1943 au 24 juin 1944 et s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels assujettis au décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires payés à leurs employés.

b) Les artisans régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le salarié le moins rémunéré, à savoir \$16.80 par semaine.

c) Les salariés assujettis au décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, les salaires payés au cours de la semaine, et les sommes versées au comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire tous les mois. Lorsque la dernière semaine d'un mois n'est pas complète, c'est-à-dire lorsque le dernier du mois tombe un jour autre que le samedi, cette partie de semaine fait partie du mois suivant pour les fins de la cotisation.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Les cotisations doivent être payées au comité paritaire le ou avant le 6 du mois subséquent et doivent être accompagnées du rapport.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 septembre et 31 décembre 1943, 31 mars et 30 juin 1944.

Est annexé à la présente requête, un état des recettes et des dépenses prévues du comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal et du district, pour la période finissant le 24 juin 1944.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE
L'AUTOMOBILE DE MONTRÉAL ET DU DISTRICT
761 ouest, rue Ste-Catherine—Montréal

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 24 juin 1943 et le 24 juin 1944.

mittee of the Automobile Industry of Montreal and District, formed under decree number 1742, of July 11, 1941, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1652, of June 23, 1943, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), to collect levies from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the following method and rate:

1. Levy

The period of levy extends from June 24, 1943 to June 24, 1944 and applies as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages paid to their employees.

b) All the artisans subject to the decree must also pay to the Parity Committee, $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wage rate established for employees, namely \$16.80 per week.

c) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers and the artisans with printed forms indicating the hours of labour, the wages paid during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall have these reports filled and returned to the Parity Committee every month. When the last week of a month is not complete, that is when the last day of the month is not a Saturday, that part of the week shall, for the purposes of the levy, belong to the following month.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer must be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact sworn reports every time it deems it advisable.

The report together with levies must be sent to the Parity Committee on or before the 6th of the following month.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: September 30 and December 31, 1943, March 31 and June 30, 1944.

Hereto annexed is an estimate of the probable receipts and disbursements of the Joint Committee of the Automobile Industry of Montreal for the period ending June 24, 1944.

THE JOINT COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE
INDUSTRY OF MONTREAL AND DISTRICT
761 St-Catherine West—Montreal

Estimate of the receipts and disbursements for the period between June 24, 1943, and June 24, 1944.

<i>Recettes:</i>		<i>Receipts:</i>	
Cotisations: (½ de 1%):		Levies: (½ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$ 11,644.43	Professional employers.....	\$ 11,644.43
Artisans.....	2,241.52	Artisans.....	2,241.52
Salariés.....	11,644.42	Employees.....	11,644.42
	<u>\$ 25,530.37</u>		<u>\$ 25,530.37</u>
<i>Dépenses:</i>		<i>Expenses:</i>	
Audition.....	\$ 440.00	Audition.....	\$ 440.00
Échange et charges de banque.....	5.00	Exchange and Bank charges.....	5.00
Dépenses générales.....	500.00	General expenses.....	500.00
Assurances.....	131.55	Insurances.....	131.55
Frais légaux.....	900.00	Legal charges.....	900.00
Éclairage.....	120.25	Lighting.....	120.25
Papeterie et divers.....	1,500.00	Stationery and miscellaneous.....	1,500.00
Organisation et propagande.....	2,000.00	Organization and publicity.....	2,000.00
Loyer.....	1,200.00	Rent.....	1,200.00
<i>Salaires:</i>		<i>Salaries:</i>	
Inspecteurs.....	14,476.00	Inspectors.....	14,476.00
Direction et personnel du bureau..	12,100.00	Management and office staff.....	12,100.00
Timbres.....	594.88	Stamps.....	594.88
Taxes—Cité de Montréal.....	63.00	Taxes—City of Montreal.....	63.00
Téléphone.....	315.89	Telephone.....	315.89
Assurance-chômage.....	150.00	Unemployment insurance.....	150.00
<i>Jetons de présence:</i>		<i>Meeting expenses:</i>	
Comité paritaire.....	1,020.00	Joint Committee.....	1,020.00
Sous-comité de Réclamation.....	800.00	Claims sub-committee.....	800.00
Sous-comité de Finance.....	360.00	Finance sub-committee.....	360.00
<i>Dépenses de voyage:</i>		<i>Travelling expenses:</i>	
Inspecteurs.....	3,200.00	Inspectors.....	3,200.00
	<u>\$ 39,876.57</u>		<u>\$ 39,876.57</u>
Déficit estimé pour la période.....	\$ 14,346.20	Probable deficit for the period.....	\$ 14,346.20

Il est à noter que nonobstant le déficit prévu, la réserve spéciale accumulée depuis le mois d'août 1938 sera plus que suffisante pour le combler.

It should be noted that the special reserve made since the month of August 1938, shall be more than sufficient to cover the said probable deficit.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 26 juin 1943. 3996-o

Department of Labour,
Quebec, June 26, 1943. 3996-o

Examens du Barreau—Bar Examinations

BARREAU DE MONTRÉAL.—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Examen du 6 juillet 1943.—Examination, July 6, 1943.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
1.—Boudreau.....	René.....	26	Montréal.....	Collège Ste-Marie.
2.—Bourassa.....	Maurice.....	20	Montréal.....	Collège Ste-Marie.
3.—Brassard.....	Jean-M.....	21	Montréal.....	Collège L'Assomption.
4.—Décary.....	Raymond G.....	21	Montréal.....	Collège Jean de Brébeuf.
5.—Deschênes.....	Jules.....	19	Montréal.....	Sém. de philosophie.
6.—Emery.....	Georges.....	19	Montréal.....	Collège Ste-Marie.
7.—Fabien.....	André.....	20	Montréal.....	Collège Ste-Marie.
8.—Gélinas.....	Paul.....	17	Montréal.....	Collège Jean de Brébeuf.
9.—Genest.....	Guy.....	19	Montréal.....	Collège Jean de Brébeuf.
10.—Grenier.....	Gabriel.....	21	Montréal.....	Collège Ste-Marie.
11.—Lacoste.....	Paul.....	20	Montréal.....	Sém. de philosophie.
12.—Martineau.....	Pierre G.....	18	Montréal.....	Sém. de philosophie.
13.—Pagé.....	Robert.....	19	Montréal.....	Collège Jean de Brébeuf.
14.—Parent.....	Luc.....	19	Montréal.....	Collège Jean de Brébeuf.
15.—Perdriau.....	Jehan.....	21	Montréal.....	Collège Ste-Marie.
16.—Raymond.....	Gaétan.....	21	Montréal.....	Collège Ste-Marie.
17.—Séguin.....	Jean-C.....	20	Montréal.....	Collège de l'Assomption.

Montréal, le 21 juin 1943.—Montreal, June 21st, 1943.

Le secrétaire du Barreau de Montréal,
PAUL DURANLEAU,
Secretary of the Bar of Montreal.

BARREAU DE MONTRÉAL.—BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW.

Examen écrit, le 6 juillet 1943 (Montréal).—Written examination, (Montreal), July 6, 1943.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
1.—Bédard	René	21	Montréal.
2.—Boileau	Jacques	23	Montréal.
3.—de Grandpré	Jean	21	Montréal.
4.—Desparois	Gérald	23	Pointe-Claire.
5.—Frenette	Paul-D.	28	Montréal.
6.—Genest	Guy	24	Montréal.
7.—Harbour	Denis	25	Oka.
8.—Hodge	Robert	24	St-Laurent.
9.—Lefebvre	Françoise	27	Montréal.
10.—Lefebvre	Wilfrid	23	Montréal.
11.—Levéque	Robert	24	Montréal.
12.—Macdonald	A. J.	38	Ville Mont-Royal.
13.—Masson	Jean-Pierre	24	Montréal.
14.—Mercure	Yvan	24	Montréal.
15.—Ouimet	Laurent	25	Montréal.
16.—Ouimet	René	43	Montréal.
17.—Perras	Yvon	22	Montréal.
18.—Racine	Roland	25	Montréal.
19.—Robert	Doris	23	Montréal.
20.—Ross	P. E.	27	Verdun.
21.—Schwartz	D. A.	27	Montréal.
22.—Stewart	W. T.	24	Montréal.
23.—Trudeau	Pierre Elliott	23	Montréal.
24.—Vaillancourt	Gilles	34	Montréal.
25.—Venditti	Jean	27	Montréal.
26.—Wasserman	J. S.	30	Montréal.

Montréal, le 21 juin 1943.—Montreal, June 21st, 1943.

Le secrétaire du Barreau de Montréal,

PAUL DURANLEAU,
Secretary of the Bar of Montréal.

3981-26-2-o

BARREAU DE TROIS-RIVIÈRES.—BAR OF TROIS-RIVIÈRES.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW.

Examen écrit de juillet, 1943.—Written examination of July, 1943.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Lajoie	Rosaire	24	Shawinigan Falls.
Langlois	Maurice	21	Trois-Rivières.
Martel	Maurice	22	Trois-Rivières.
Panneton	Philippe	26	Trois-Rivières.

Trois-Rivières, le 19 juin 1943.—Trois-Rivières, June 19, 1943.

Le secrétaire du Barreau de Trois-Rivières,

POTHIER FERLAND,
Secretary of the Bar of Trois-Rivières.

3982-26-2-o

BARREAU DE QUÉBEC.—BAR OF QUEBEC.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION OF THE PRACTICE OF LAW.

Examens de juillet, 1943.—Examinations of July, 1943.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Blanchet	Bernadin	26	Québec.
Paquin	Maurice	22	Huberdeau.

Québec, le 15 juin, 1943.—Quebec, June 15th, 1943.

(Seau—Seal)

Le secrétaire du Barreau de Québec,

LUCIEN LORTIE,
Secretary of the Quebec Bar.

3936-25-2-o

BARREAU DE QUÉBEC.—BAR OF QUEBEC.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'EXAMEN ORAL.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION OF THE ORAL EXAMINATION.

Examens de juillet, 1943.—Examinations of July, 1943.

Nom Name	Prénom Surname	Résidence Residence
Cromwell.....	Refus-E.....	Québec, P. Q.

Québec, le 15 juin, 1943.—Quebec, June 15th, 1943.
(Sceau—Seal).

Le secrétaire du Barreau de Québec,
LUCIEN LORTIE,
Secretary of the Quebec Bar.

3935-25-2-o

BARREAU DE MONTRÉAL.—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW.

Examen oral, le 5 juillet 1943 à Montréal.—Oral examination, at Montreal, July 5, 1943.

Noms Names	Prénoms Surnames	Résidence Residence
1.—Beauchemin.....	P. Ernest.....	Montréal.
2.—Benoit.....	Maurice.....	Montréal.
3.—Clarke.....	B. F.....	Montréal.
4.—Ducharme.....	André.....	Montréal.
5.—Gadbois.....	Albert O.....	Montréal.
6.—Gérin-Lajoie.....	Paul.....	Montréal.
7.—Hébert.....	J. Gérard.....	Montréal.
8.—Kirkpatrick.....	John G.....	Montréal.
9.—Lajeunesse.....	Roger.....	Montréal.
10.—Laverdure.....	Maurice.....	Montréal.
11.—Lefrançois.....	Roland.....	Montréal.
12.—Lévesque.....	Paul.....	Montréal.
13.—Norrish.....	E. W.....	Montréal.
14.—Paquin.....	J.-Albert.....	St-Eustache.
15.—Racicot.....	Lomer.....	Montréal.
16.—Robitaille.....	Marcel G.....	Montréal.
17.—Salmon.....	Melvin.....	Montréal.
18.—Trempe.....	Louis.....	Montréal.
19.—Viau.....	Jacques.....	Lachine.

Montréal, le 21 juin 1943.—Montreal, June 21st, 1943.

Le secrétaire du Barreau de Montréal,
PAUL DURANLEAU,
Secretary of the Bar of Montreal.

3980-26-2-o

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT.—BAR OF THE LOWER SAINT LAWRENCE.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW.

Examens écrits de juillet, 1943.—Written examinations of July, 1943.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Gagnon.....	Claude.....	24	Rimouski.

Mont-Joli, le 16 juin 1943.—Mont-Joli, June 16, 1943.

Le secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,
LOUIS-JOSEPH GAGNON,
Secretary of the Bar of the Lower Saint Lawrence

(Sceau—Seal)
3978-26-2-o

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

“Association des Manufacturiers & Marchands de Bois du Québec”
“Province of Quebec Lumber Dealers & Manufacturers Association”

“Association des Manufacturiers & Marchands de Bois du Québec”
“Province of Quebec Lumber Dealers & Manufacturers Association”

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du neuvième jour de juin 1943, changeant le nom de "L'Association des Marchands de Bois de Montréal"—"Montreal Lumber Dealers Association", constituée en corporation par lettres patentes en date du onzième jour de juin 1940, sous le nom "L'Association des Marchands de Bois de Montréal"—"Montreal Lumber Dealers Association", en celui de: "Association des Manufacturiers & Marchands de Bois du Québec"—"Province of Quebec Lumber Dealers & Manufacturers Association".

Daté du bureau du procureur général, ce neuvième jour de juin 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3992-0 P. FRENETTE.

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1943, changing the name of "L'Association des Marchands de Bois de Montréal"—"Montreal Lumber Dealers Association", incorporated by letters patent bearing date the eleventh day of June, 1940, under the name of "L'Association des Marchands de Bois de Montréal"—"Montreal Lumber Dealers Association", to that of: "Association des Manufacturiers & Marchands de Bois du Québec"—"Province of Quebec Lumber Dealers & Manufacturers Association".

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of June, 1943.

P. FRENETTE,
3992 Assistant Deputy Attorney General.

Minutes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par monsieur William Manly Bourke, notaire, demeurant à Westmount et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Ronzo-Heathcote Clerk, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, qui a cessé de pratiquer comme tel.

Québec, ce 25 mai 1943.

Le sous-secrétaire de la Province,
3801-22-5-0 JEAN BRUCHESI.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par monsieur Georges Amable Deslandes, notaire, demeurant et pratiquant à Acton-Vale, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Joseph-Louis-Onésime Deslandes, en son vivant notaire à Acton-Vale, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, et de ceux du notaire Hubert Lippé, dont Me. Joseph-Louis Onésime Deslandes était cessionnaire.

Québec, ce 25 mai 1943.

Le sous-secrétaire de la Province,
3802-22-5-0 JEAN BRUCHESI.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 3 mars 1943.

M. Roland Bélanger, agent d'assurances, 2523 rue Sheppard, Montréal: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 6 mai 1943.

MM. Nelson Asselin et Roger Beauvilliers, tous deux médecins: médecins-hygiénistes au

Notarial Minutes

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Mr. William Manly Bourke, Notary, residing at Westmount and practising at Montreal, judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me. Ronzo Heathcote Clerk, Notary, residing and practising at Montreal, judicial district of Montreal, who has ceased to practise as such.

Quebec, May 25th, 1943.

JEAN BRUCHESI,
3801-22-5 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Georges Amable Deslandes, notary, residing and practising at Acton-Vale, judicial district of Saint-Hyacinthe, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late Joseph-Louis-Onésime Deslandes, in his lifetime notary, at Acton-Vale, judicial district of Saint-Hyacinthe, and of those of Notary Hubert Lippé, whereof Me Joseph-Louis Onésime Deslandes was assignee.

Quebec, May 25th, 1943.

JEAN BRUCHESI,
3802-22-5 Under Secretary of the Province.

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by commission, to make the following appointments:

Quebec, March 3rd, 1943.

Mr. Roland Bélanger, insurance agent, 2523 Sheppard street, Montreal: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Quebec, May 6th, 1943.

Messrs. Nelson Asselin and Roger Beauvilliers, both physicians: to be hygienists in the service

service du Ministère de la Santé et du Bien-Être Social.

Québec, 31 mai 1943.

M. Gaston Lamarre, B.S.A., employé civil, 129 rue Wright, Hull, P.Q.: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur les districts judiciaires de Hull, Montcalm, Terrebonne, Pontiac, Rouyn-Noranda et Témiscamingue, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 9 juin 1943.

M. Roméo-Onésime Deslauriers, représentant du Service sélectif national, 2422 rue Fullum, Montréal: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur toute la province de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Joseph-Rosaire Lemay, entrepreneur de pompes funèbres, 25 est, rue Laurier, Montréal: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. A.-F. Lamoureux, comptable vérificateur, 3755 rue Berri, Montréal: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur toute la province de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. J.-Alphonse Vallerand, comptable, 271½ Grande-Allée, Québec: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 11 juin 1943.

M. Herménégilde Savard, sacristain, St-Alban, comté de Portneuf: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. J.-L.-E. Lavallée, contremaître au C.N.R., 4426 rue St-Jacques, Montréal: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 12 juin 1943.

M. J.-Antonio Fournier, du bureau du Service sélectif, Rivière-du-Loup: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Kamouraska, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. H.-H. Lemieux, marchand de glace, 230 rue St-Georges, Lévis: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 16 juin 1943.

M. J.-Bte Milette, secrétaire-gérant du Comité paritaire de l'industrie de la construction de

of the Department of Health and Social Welfare.

Quebec, May 31st, 1943.

Mr. Gaston Lamarre, B.S.A., civil employee, 129 Wright street, Hull, P.Q.: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial districts of Hull, Montcalm, Terrebonne, Pontiac, Rouyn-Noranda and Temiscamingue, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Quebec, June 9th, 1943.

Mr. Roméo-Onésime Deslauriers, representing the National Selective Service, 2422 Fullum street, Montreal: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction throughout the Province of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Mr. Joseph-Rosaire Lemay, funeral undertaker, 25 Laurier street East, Montreal: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Mr. A. F. Lamoureux, auditing accountant, 3755 Berri street, Montreal: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the whole Province of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. J. Alphonse Vallerand, accountant, 271½ Grande-Allée, Quebec: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, June 11th, 1943.

Mr. Herménégilde Savard, sacristan, St-Alban, County of Portneuf: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. J. L. E. Lavallée, foreman in the C.N.R., 4426 St. James street, Montreal: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, June 12th, 1943.

Mr. J. Antonio Fournier, of the Selective Service Bureau, Rivière-du-Loup: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Kamouraska, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. H. H. Lemieux, ice merchant, 230 St-Georges street, Lévis: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, June 16th, 1943.

Mr. J. Bte Milette, secretary-manager of the Joint Committee of the Building Trade of Sorel,

Sorel, à Sorel: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur toute la province de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).
4001-o

at Sorel: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the whole Province of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).
4001

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } ATTENDU que les dis-
Assistant-procureur } positions de l'arti-
général. } ticle 10 de la Loi des
bureaux d'enregistrement (Statuts Refondus 1941, chapitre 319) permettent au lieutenant-gouverneur en conseil d'appliquer, par proclamation, quand il le juge à propos, à toute division d'enregistrement, les dispositions des articles 2 et suivants de ladite Loi des bureaux d'enregistrement relatives à certaines divisions d'enregistrement dont le registrateur reçoit le traitement qui lui est assigné, conformément aux dispositions de la Loi du service extérieur (Statuts Refondus 1941, chapitre 12);

ATTENDU qu'il est à propos d'appliquer, à la division d'enregistrement N° 2 de Nicolet, les dispositions desdits articles.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans l'ordre-en-conseil N° 1629 du 19 juin 1943, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que, à compter du premier juillet 1943, les dispositions des articles 2 et suivants de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts Refondus 1941, chapitre 319) seront applicables à la division d'enregistrement N° 2 de Nicolet.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt et unième jour de juin en l'année mil neuf cent quarante-trois de l'ère chrétienne et de Notre Règne la septième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la Province,

3993-o

JEAN BRUCHESI. 3993

Proclamations

Canada,
Province of Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETINGS.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } WHEREAS the provi-
Deputy Attorney } sions of section 10 of the
General. } Registry Office Act (Revised Statutes 1941, chapter 319) permit the Lieutenant-Governor in Council to extend, by proclamation, whenever he deems it expedient, to any registration division, the provisions of sections 2 and following of the said Registry Office Act respecting certain registration divisions whereof the registrar receives the salary assigned to him, in accordance with the provisions of the Outside Service Act (Revised Statutes 1941, chapter 12);

WHEREAS it is expedient to extend, to the registration Division No. 2 of Nicolet, the provisions of the said sections.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in the Order in Council No. 1629 of the 19th of June, 1943, We have enacted and ordered and, do hereby enact and order that, from and after the first of July, 1943, the provisions of sections 2 and following of the Registry Office Act (Revised Statutes 1941, chapter 319) shall be applicable to the registration division No. 2 of Nicolet. ■

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-first day of June, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-three and the Seventh year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,

Under Secretary of the Province.

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } ATTENDU que, par ar-
Assisant-procureur } rêté en Conseil du 25
général. } septembre 1942, en vertu
de la Loi des mesures de guerre, le Gouvernement
canadien a décrété que la fête du Dominion serait
le premier lundi de juillet;

ATTENDU que la Législature de cette province a
adopté la Loi modifiant la Loi concernant les
statuts, sanctionnés le 30 mars 1943, qui décrète,
à l'article 1, ce qui suit:

"1.—Le paragraphe 24° de l'article 61 de la Loi
concernant les statuts, (Statuts refondus, 1941,
chapitre 1), est modifié en remplaçant le para-
graphe e) par le suivant:

"e) Le premier lundi de juillet, fête du Domi-
nion;"

ATTENDU que cette Législature a aussi adopté
la Loi modifiant le Code de procédure civile,
sanctionné le 20 mai 1943, qui décrète, à l'article
1, ce qui suit:

"1.—L'article 7 du Code de procédure civile,
modifié par l'article 2 de la Loi 2, Édouard VII,
chapitre 12 et l'article 2 de la Loi 24, George V,
chapitre 74, est de nouveau modifié en remplaçant
le paragraphe 5 par le suivant:

"5.—Le premier lundi de juillet.";

ATTENDU que par arrêté en Conseil du 7 juin
1943, en vertu de la Loi des mesures de guerre, le
Gouvernement canadien a décrété que la fête du
Dominion serait le premier juillet;

ATTENDU que l'article 2 de la Loi modifiant la
Loi concernant les statuts, sanctionnés le 30 mars
1943, décrète ce qui suit:

"2.—Le Lieutenant-Gouverneur pourra, par
proclamation, décréter l'abrogation de la présente
loi, à compter de la date qu'il jugera à propos de
fixer. Cette abrogation aura l'effet de rétablir
la disposition remplacée par la présente loi comme
si la présente loi n'avait jamais été adoptée.";

ATTENDU que l'article 16 de la Loi modifiant
le Code de procédure civile, sanctionnée le 20
mai 1943, décrète ce qui suit:

"16.—Le Lieutenant-Gouverneur pourra, par
proclamation, décréter l'abrogation de l'article 1
de la présente loi à compter de la date qu'il jugera
à propos de fixer. Cette abrogation aura l'effet
de rétablir la disposition remplacée par ledit
article comme si la présente loi n'avait jamais été
adoptée.";

ATTENDU qu'il y a lieu de décréter l'abrogation
de la Loi concernant les statuts, sanctionnée le
30 mars 1943 et de l'article 1 de la Loi modifiant le
Code de procédure civile, sanctionnée le 20 mai
1943, à compter de la date de la publication dans
la Gazette officielle de Québec de la proclamation
émise à ces fins.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement
du Conseil Exécutif exprimés dans l'ordre en con-
seil N° 1614 du 17 juin courant, Nous avons décrété
et ordonné, et, par les présentes, décrétons et
ordonnons l'abrogation de la Loi modifiant la Loi
concernant les statuts, sanctionnée le 30 mars

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great
Britain, Ireland and the British Dominions
beyond the Seas, KING, Defender of the Faith,
Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or
whom the same may concern.—GREETINGS.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } WHEREAS, by Order in
Deputy Attorney } Council of September
General. } 25th, 1942, the Canadian Gov-
ernment, pursuant to the War Measures Act,
enacted that Dominion Day would be the first
Monday of July;

WHEREAS the Legislature of this Province
adopted the said Act amending the Act respect-
ing the statutes sanctioned on March 30th, 1943,
enacting, at section 1, as follows:

"1.—Paragraph 24 of section 61 of the Inter-
pretation Act (Revised Statutes 1941, chapter 1)
is amended by replacing paragraph e) by the
following:

"e) The first Monday in July, Dominion Day;"

WHEREAS this Legislature also adopted the
Act amending the Code of Civil Procedure,
sanctioned on May 20th, 1943, enacting, at
section 1, as follows:

"1.—Article 7 of the Code of Civil Procedure,
as amended by the Acts 2 Edward VII, chapter
12, section 2, and 24 George V, chapter 74, sec-
tion 2, is again amended by replacing paragraph
5 thereof by the following:

"5.—The first Monday of July.";

WHEREAS by Order in Council of June 7th
1943, pursuant to the War Measures Act, the
Canadian Government enacted that Dominion
Day would be the first of July;

WHEREAS section 2 of the Interpretation Act,
sanctioned on March 3rd, 1943, enacts as follows:

"2.—The Lieutenant-Governor may, by procla-
mation, decree the repeal of the present Act, as
from such date as he may deem proper to fix.
Such repeal shall have the effect of re-estab-
lishing the provision replaced by this Act, as if
this Act had never been passed";

WHEREAS section 16 of the Act amending the
Code of Civil Procedure, sanctioned on May 20th,
1943, enacts as follows:

"16.—The Lieutenant-Governor may, by procla-
mation, decree the repeal of section 1 of this
Act as from such date as he may be pleased to
fix. Such repeal shall have the effect of re-
establishing the provision replaced by the said
section as if this Act had never been passed";

WHEREAS it is expedient to enact the repeal-
ing of the Interpretation Act sanctioned on
March 30th 1943 and of section 1 of the Act
amending the Code of Civil Procedure sanctioned
on May 20th 1943, from and after the date of
publication, in the Quebec Official Gazette, of the
proclamation issued to that effect.

THEREFORE, with the advice and consent
of Our Executive Council, expressed in Order in
Council No. 1614, of the 17th of June instant,
We have enacted and ordained, and do hereby
enact and ordain the repealing of the Interpreta-
tion Act, sanctioned on March 30th, 1943, and

1943, et de l'article 1 de la Loi modifiant le Code de procédure civile, sanctionnée le 20 mai 1943, à compter de la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec :

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général, l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-septième jour de juin en l'année mil neuf cent quarante-trois de l'ère chrétienne et de Notre Règne la septième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

3994-o

of section 1 of the Act amending the Code of Civil Procedure, sanctioned on May 20th, 1943, from and after the date of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this seventeenth day of June, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-three, and the Seventh year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

3994

VENTES PAR LES SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

ABITIBI

Cour supérieure.—District d'Abitibi

N° 6266

LA CORPORATION MUNICIPALE DE LA VILLE DE VAL D'OR; versus HARRICANA GOLD MINES INCORPORATED 1939, dont le siège social est à Québec, à savoir:

Comme appartenant à la défenderesse les pièces de terre numéros soixante et un (61), soixante-deux (62), cent trente-quatre (134), cent trente-sept (137), cent quatre-vingt-huit (188) et cent quatre-vingt-dix (190) subdivisions du lot original numéro soixante et un (61) du Rang huit (8) du canton Dubuisson; les pièces de terre numéros cent trente-trois (133), cent trente-quatre (134) et cent trente-sept (137) subdivisions du lot original numéro soixante-deux (62) du Rang huit (8) du même canton; les lots de terre numéros cent cinquante-huit (158), cent cinquante-neuf (159), cent soixante (160) et cent soixante-dix (170) subdivisions du Bloc quatorze (14) du canton Bourlamaque et le Bloc numéro treize (13) du même canton de Bourlamaque, le tout avec bâtiments y élevés, circonstances et dépendances, seront vendus à la porte de l'église paroissiale de Val d'Or, MARDI le VINGT-SEPT JUILLET 1943, à DIX heures du matin.

Le shérif,

J.-U. DUMONT.
3985-26-2-o

[Première publication, 26 juin 1943]

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Superior Court.—District of Abitibi

No. 6266

THE MUNICIPAL CORPORATION OF THE TOWN OF VAL D'OR; versus HARRICANA GOLD MINES INCORPORATED 1939, whereof the head office is at Quebec, to wit:

As belonging to the defendant the parcels of land numbers sixty-one (61), sixty-two (62), one hundred and thirty-four (134), one hundred and thirty-seven (137), one hundred and eighty-eight (188) and one hundred and ninety (190), subdivisions of original lot number sixty-one (61) of Range Eight (8) of the Township Dubuisson; the parcels of land numbers one hundred and thirty-three (133), one hundred and thirty-four (134) and one hundred and thirty-seven (137), subdivisions of original lot number sixty-two (62) of Range Eight (8) of the same township; the lots of land numbers one hundred and fifty-eight (158), one hundred and fifty-nine (159), one hundred and sixty (160) and one hundred and seventy (170), subdivisions of Block fourteen (14) of the Township of Bourlamaque and Block number thirteen of the said Township of Bourlamaque, the whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, will be sold at the parochial church door of Val d'Or, on TUESDAY the TWENTY-SEVENTH of JULY, 1943, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,

Sheriff's Office,
Amos, June 21st, 1943.

[First publication, June 26th, 1943]

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour de Magistrat — Beauce

N° 2280

GÉORGES ROY, fils d'Honoré, cult., de St-Romain,

cté Frontenac, cessionnaire de Mtre Gérard Lacourcière, avocat, Lac Mégantic, demandeur; vs DONAT PHILIPPE ROY, cult., Ditchfield, Lac Mégantic, défendeur.

“Un certain morceau de terrain de quarante-trois (43) acres en superficie, plus ou moins, à être pris et détaché du lot de terre numéro six-A (ptie 6-a) dans le premier rang sur les plan et livre de renvoi officiels du canton de Ditchfield: borné au nord, par la ligne de division entre les lots six-A (six-a) et cinq-B (5-b) du premier rang de Ditchfield; à l'est, par une route non encore verbalisée; au sud, par le terrain des représentants de Napoléon Boulet; à l'ouest, par le chemin allant de Mégantic à Woburn; le tout avec bâtisses, dessus construites, circonstances et dépendances.”

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Agnès du Lac Mégantic, Frontenac, le VINGT-SEPTIÈME jour de JUILLET 1943, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

J.-P. GIGUÈRE.

Bureau du shérif,

St-Joseph-de-Beauce, le 21 juin 1943.

3986-26-2-o

[Première publication, le 26 juin 1943]

HULL

Cour Supérieure.—District de Hull

N° 7881

JOHN E. McCABE, marchand, Notre-Dame du Laus, Qué.,

demandeur; vs PHILIPPE DEPOCAS, 85 rue Quinn, Longueuil, P.Q., défendeur.

“Toute cette propriété étant partie du lot 40B dans le rang 3 du canton de Bigelow, située sur le bord du lac Bigelow, à Notre-Dame du Laus, et mesurant 125 pieds de front par 125 pieds de profondeur, avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances”.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame du Laus, le NEUF JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

I. ST-PIERRE.

Bureau du Shérif,

Hull, ce 29 mai, 1943.

3842-23-2-o

[Première publication, 5 juin 1943]

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Magistrate's Court — Beauce

No. 2280

GÉORGES ROY, son of Honoré, farmer, of St. Romain,

County of Frontenac, assignee of Mtre Gérard Lacourcière, advocate, Lake Mégantic, plaintiff; vs DONAT PHILIPPE ROY, farmer, Ditchfield, Lake Mégantic, defendant.

A certain parcel of land of forty-three (43) acres in area, more or less, to be taken and detached from lot of land number six-A (Pt.6-a) in the first Range, on the official plan and in the book of reference for the Township of Ditchfield; bounded on the North by the division line between lots six-A (6-a) and five-B (5-b) of the first Range of Ditchfield; on the East by a road not yet named, on the South by the land of the representatives of Napoléon Boulet; on the West by the road leading from Mégantic to Woburn; the whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the Parish of Ste. Agnès du Lac Megantic, Frontenac, on the TWENTY-SEVENTH day of JULY, 1943, at TEN o'clock in the forenoon.

J. P. GIGUÈRE,

Sheriff.

Sheriff's Office,

St-Joseph de Beauce, June 21st, 1943.

3986-26-2

[First publication, June 26th, 1943]

HULL

Superior Court.—District of Hull

No. 7881

JOHN E. McCABE, merchant, Notre-Dame du Laus, Que.,

plaintiff; vs PHILIPPE DEPOCAS, 85 Quinn street, Longueuil, P.Q., defendant.

All that property being a part of lot 40B in Range 3 of the Township of Bigelow, situate on the shore of Lake Bigelow, at Notre-Dame du Laus, and measuring 125 feet in front by 125 feet in depth—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame du Laus, on the NINTH of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

I. ST-PIERRE,

Sheriff.

Sheriff's Office,

Hull, this 29th of May, 1943.

3842-23-2

[First publication, June 5th, 1943]

Vente pour taxes municipales

Sale for Municipal Taxes

Province de Québec

Province of Quebec

CITÉ DE LACHINE

CITY OF LACHINE

Avis public est par le présent donné par le soussigné Émile Daoust, Greffier de la Cité de Lachine, que sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, S.R.Q. 1941, les immeubles ci-après désignés, seront vendus à l'enchère publique, dans la salle des délibérations du Conseil, à l'Hôtel de Ville, dans la Cité de Lachine, le VINGT-DEUXIÈME jour de JUILLET, mil neuf cent quarante-trois, à DIX heures de l'avant-midi, pour Taxes Municipales, Générales, Spéciales et Scolaires dues à ladite Cité, à moins que lesdites redevances municipales et scolaires ne soient payées avec les frais encourus avant la vente.

Public notice is hereby given by the undersigned Émile Daoust, City Clerk of the City of Lachine, that under authority of the Cities' and Towns' Act, R.S.Q. 1941, the immovables hereunder described will be sold by public auction, in the meeting room of the Council, at the City Hall, in the City of Lachine, the TWENTY-SECOND day of JULY, Nineteen Hundred and Forty-three, at TEN o'clock in the forenoon, for the General, Municipal, Special and School Taxes due to the said City, unless the said Municipal and School dues be paid with costs incurred before the sale.

Ville de Lachine — Town of Lachine

N° d'ordre Order No.	Propriétaires cotisés Assessed proprietors	N° Cadastre Cadastral No.	Subdivision	Emplacement Location	Taxes Gén. Am. locales-Gen. School	Spéc. Local Imp. Taxes	Intérêt	Grand Total
					\$	\$	\$	
1	3/10 Succ.-Est. Douglas W. Ogilvie, et/ou Succ.-and/or Est. Alexandre Laplante, 7/10 John W. Eamon.	1B.....	13.....	44e-th Ave., côté est, entre-East side, between Broadway et-and St-Joseph.	511.48	30.03	541.51	
2	3/10 Succ.-Est. Douglas W. Ogilvie, et/ou Succ.-and/or Est. Alexandre Laplante, 7/10 John W. Eamon.	1B.....	14.....	44e-th Ave., côté est, entre-East side, between Broadway et-and St-Joseph.	256.11	16.74	272.85	
(1) 3	3/10 Succ.-Est. Douglas W. Ogilvie, et/ou Succ.-and/or Est. Alexandre Laplante, 7/10 John W. Eamon.	1B.....	Pt. 15.....	44e-th Ave., côté est, entre-East side, between Broadway et-and St-Joseph.	128.05	8.59	136.64	
4	Charles R. Carmichael.....	89.....		44e-th Ave., côté est, entre-East side, between Broadway et-and the C.N.R.	197.79	6.52	204.31	
5	Charles R. Carmichael.....	90.....		44e-th Ave., côté est, entre-East side, between Broadway et-and the C.N.R.	261.83	10.28	272.11	
6	Charles R. Carmichael.....	91.....		44e-th Ave., côté est, entre-East side, between Broadway et-and the C.N.R.	261.45	10.28	271.73	
7	Dawes Thomas A., Sr, et Succ.-and Est. James P. Dawes, et-and Andrew J. Dawes.	178.....	34.....	Ruelle ayant front sur la rue Notre-Dame, à l'ouest de la 39ième Ave. —Lane fronting on Notre-Dame street, West of 39th Avenue.	21.20	.80	22.00	
8	Dawes Thomas A. Sr, et succession-and Estate James P. Dawes, et-and Andrew J. Dawes.	178.....	39.....	Ruelle entre la rue Notre-Dame et la rue Broadway à l'ouest de la 39ième avenue.—Lane between Notre Dame street and Broadway street West of 39th avenue.	65.28	2.51	67.79	
9	Gérard Michetti.....	184.....	191.....	Rue Craig street, côté sud, à l'est de la-South side, East of 32e-nd Ave.	17.58	1.00	18.58	
10	Gérard Michetti.....	184.....	192.....	Rue Craig street, côté sud, à l'est de la-South side, East of 32e-nd Ave.	17.59	1.00	18.59	
11	Gérard Michetti.....	184.....	193.....	Rue Craig street, côté sud, à l'est de la-South side, East of 32e-nd Ave.	17.60	1.00	18.60	
12	Gérard Michetti.....	184.....	255.....	Rue Craig street, côté nord, à l'est de la-North side, East of 32e-nd Ave.	17.59	1.00	18.59	
13	Gérard Michetti.....	184.....	256.....	Rue Craig street, côté nord, à l'est de la-North side, East of 32e-nd Ave.	18.99	1.05	20.04	
14	Gérard Michetti.....	184.....	257.....	Rue Craig street, côté nord, à l'est de la-North side, East of 32e-nd Ave.	19.01	1.05	20.06	
15	Gérard Michetti.....	184.....	258.....	32e-th Ave., côté est, entre la rue-East side, between Craig street, et-and the C.N.R.	16.53	.95	17.48	
16	Gérard Michetti.....	184.....	259.....	32e-th Ave., côté est, entre la rue-East side, between Craig street et-and the C.N.R.	16.53	.95	17.48	
17	Gérard Michetti.....	184.....	260.....	32e-th Ave., côté est, entre la rue-East side, between Craig street et-and the C.N.R.	26.39	1.47	27.86	
(2) 18	Roméo Dupont.....	Pt.209.....		27e-th Ave., côté ouest entre la rue-West side, between Notre Dame street et-and the C.N.R N° civique-Civic No. 33, 27e-th Ave.	239.79	8.36	248.15	
19	Lucien Vaillancourt.....	238.....	210.....	Rue St-Antoine street, côté nord, à l'ouest de —North side, West of 25e-th Ave.	12.55	.49	13.04	
20	Lucien Vaillancourt.....	238.....	211.....	Rue St-Antoine street, côté nord, à l'ouest de —North side, West of 25e-th Ave.	13.95	.54	14.49	

Ville de Lachine (suite) — Town of Lachine (continued)

N ^o d'ordre Order No.	Propriétaires cotisés Assessed proprietors	N ^o Cadastre Cadastral No.	Subdivision	Emplacement Location	Taxes Gén. Scol. Spéc.	Taxes Am. Locales-Gen. School	Intérêt	Grand Total
					Spec. Local Imp. Taxes	Intérêt		
21	W. R. Ross	238	253	24e-th Ave, côté est, entre-East side, between Sherbrooke et-and Provost.	\$	\$	\$	
22	W. R. Ross	238	254	24e-th Ave, côté est, entre-East side, between Sherbrooke et-and Provost.	16.92	.63	17.55	
23	W. R. Ross	238	255	24e-th Ave, côté est, entre-East side, between Sherbrooke et-and Provost.	16.93	.63	17.56	
24	W. R. Ross	238	256	24e-th Ave, côté est, entre-East side, between Sherbrooke et-and Provost.	16.93	.63	17.56	
25	Graham Caroline, vve de-wid. of Robert Kyles.	238	575	25e-th Ave, côté ouest, au nord de — West side, North of Sherbrooke.	19.29	.83	20.12	
(3) 26	Graham Caroline, vve de-wid. of Robert Kyles.	238	Pt.S. 576	25e-th Ave, côté ouest, au nord de — West side, North of Sherbrooke.	17.01	.19	17.20	
27	Archibald Scott	293	297	19ième avenue, côté est, entre Broadway et St-Antoine.—19th Avenue, East side, between Broadway and St-Antoine.	2.33	.02	2.35	
28	Archibald Scott	293	298	19ième avenue, côté est, entre Broadway et St-Antoine.—19th Avenue, East side, between Broadway and St-Antoine.	85.64	3.17	88.81	
29	Archibald Scott	293	299	19e-th Ave, côté est, entre-East side, between Broadway et-and St-Antoine.	85.64	3.17	88.81	
30	Archibald Scott	293	300	19e-th Ave, côté est, entre-East side, between Broadway et-and St-Antoine.	85.64	3.16	88.80	
31	Archibald Scott	293	301	19e-th Ave, côté est, entre-East side, between Broadway et-and St-Antoine.	85.65	3.16	88.81	
32	Archibald Scott	293	302	19e-th Ave, côté est, entre-East side, between Broadway et-and St-Antoine.	85.65	3.16	88.81	
33	Archibald Scott	293	303	19e-th Ave, côté est, entre-East side, between Broadway et-and St-Antoine.	85.65	3.16	88.81	
34	Jean Laliberté	293	443	Rue St-Antoine street, côté sud, entre-South side, between 18e-th Ave et-and 17e-th Ave.	85.66	3.16	88.82	
35	Thomas W. Mudd	293	457	Rue St-Antoine street, côté nord, entre-North side, between 17e-th et-and 18e-th Ave.	258.74	14.14	272.88	
36	Thomas W. Mudd	293	458	Rue St-Antoine street, côté nord, entre-North side, between 17e-th et-and 18e-th Ave.	104.42	1.72	106.14	
37	Thomas W. Mudd	293	459	Rue St-Antoine street, côté nord, entre-North side, between 17e-th et-and 18e-th Ave.	131.90	4.91	136.81	
38	Archibald Scott	293	644	Rue Broadway street, côté nord, entre-North side, between 18e-th et-and 19e-th Ave.	357.26	13.37	370.63	
39	Archibald Scott	293	645	Rue Broadway street, côté nord, entre-North side, between 18e-th et-and 19e-th Ave.	234.04	8.72	242.76	
40	Archibald Scott	293	646	Rue Broadway street, côté nord, entre-North side, between 18e-th et-and 19e-th Ave.	188.62	7.02	195.64	
					188.62	7.02	195.64	

Ville de Lachine (suite) — Town of Lachine (continued)

N° d'ordre — Order No.	Propriétaires cotisés — Assesed proprietors	N° Cadastre — Cadastral No.	Subdivision	Emplacement — Location	Taxes Gén. Scol. Spéc.	Intérêt	Grand Total
					Am. locales-Gen. School Spec. Local Imp. Taxes	Interest	
					\$	\$	\$
41	Archibald Scott.	293	647	Rue Broadway street, côté nord, entre-North side, between 18e-th et-and 19e- th Ave.	316.81	11.81	328.62
42	Archibald Scott.	293	648	19e-th Ave, côté est, entre-East side, between Broadway et-and St. Antoine.	124.36	3.90	128.26
43	Archibald Scott.	293	649	Front sur ruelle-on a lane 293-653-1, entre between Broadway et-and St. Antoine.	87.52	3.22	90.74
44	Archibald Scott.	293	650	Rue Broadway street, côté nord, entre-North side, between 18e-th et-and 19e-th Ave.	86.83	2.91	89.74
45	Archibald Scott.	293	651	Front sur ruelle-on a lane 293-653-1, entre-between Broadway et-and St. Antoine.	87.52	3.22	90.74
46	Archibald Scott.	293	652	18e-th Ave, côté ouest, entre - West side, between Broadway et-and St. Antoine.	208.85	7.75	216.60
47	Succ.-Est. Louis Edmond Bolduc, (Failli-Insolvent) et-and Oscar Reinhart (Syndic-Trustee).	686		Rue St-Louis street, côté nord, entre-North side, between 10e-th et-and 11e-th Ave, Nos civiques - civic Nos. 158-158a-160 rue St. Louis street.	769.69	46.58	816.27
48	Succ.-Est. Edmond Brunet.	709	158	11e-th Ave, côté ouest, entre-West side, between St-Antoine et-and Provost.	77.03	3.03	80.06
49	Joseph Williams.	709	125	Rue Provost street, côté sud, entre-South side, between 12e-th et-and 13e-th Ave.	61.46	2.38	63.84
50	Joseph Williams.	709	126	Rue Provost street, côté sud, entre-South side, between 12e-th et-and 13e-th Ave.	56.32	2.20	58.52
51	Robert Hodges.	709	228	Rue Provost street, côté sud, entre-South side, between 10e-th et-and 11e-th Ave.	59.40	1.66	61.06
52	Frances Majzuk, veuve de-wid. of Vincent Juchniewicz.	753	289	5e-th Ave, côté est, entre -East side, between St. Antoine et rue-and Provost streets.	172.28	7.03	179.31
53	Frances Majzuk, veuve de-wid. of Vincent Juchniewicz.	753	290	5e-th Ave, côté est, entre -East side, between St. Antoine et rue-and Provost streets.	77.46	2.94	80.40
54	Frances Majzuk, veuve de-wid. of Vincent Juchniewicz.	753	291	5e-th Ave., côté est, entre-East side, between St-Antoine et-and Provost.	77.49	2.93	80.42
55	Joseph Paquette.	753	451	6e-th Ave, côté ouest, entre-West side, between Victoria et-and St-Antoine.	271.50	59.58	331.08
56	Joseph Paquette.	753	452	6e-th Ave, côté ouest, entre-West side, between Victoria et-and St-Antoine.	299.10	59.58	358.68
57	L'œuvre de Charité et/ou-and/or Monseigneur Isaie Joury.	753	478	6e-th Ave, côté ouest, entre-West side, between St-Antoine et-and Provost.	154.43	13.30	167.73
58	L'œuvre de Charité et/ou-and/or Monseigneur Isaie Joury.	753	479	6e-th Ave, côté ouest, entre-West side, between St-Antoine et-and Provost.	154.43	13.30	167.73
59	L'œuvre de Charité et/ou-and/or Monseigneur Isaie Joury.	753	480	6e-th Ave, côté ouest, entre-West side, between St-Antoine et-and Provost.	154.43	13.30	167.73

Ville de Lachine (suite) — Town of Lachine (continued)

N° d'ordre Order No.	Propriétaires cotisés Assessed proprietors	N° Cadastre Cadastral No.	Subdivision	Emplacement Location	Taxes Gén. - Scol. Spéc. Am. locales - Gen. School Spec. Local Imp. Taxes	Intérêt		Grand Total
						Intérêt	Interest	
(4) 60	Succ.-Est. James Armstrong et Succ. -and Est. John Cook.	753	Pt. N. 708	Ruelle entre 4ième et 5e Ave, s'étendant sur une distance de 339 pieds, entre Provost et Sher- brooke - Lane between 4th and 5th Ave, ex- tending a distance of 339 feet, between Provost and Sherbrooke	\$	\$	\$	
61	Louis Joseph Gaston	753	818	7e-th Ave, côté ouest, en- tre-West side, between Provost et-and Sher- brooke	62.04	.93	62.97	
62	Louis Joseph Gaston	753	819	7e-th Ave, côté ouest, en- tre-West side, between Provost et-and Sher- brooke	111.42	9.92	121.34	
63	Alfred Camden	753	825	7e-th Ave, côté ouest, en- tre-West side, between Provost et-and Sher- brooke	50.18	4.51	54.69	
64	Alfred Camden	753	826	7e-th Ave, côté ouest, en- tre-West side, between Provost et-and Sher- brooke	27.09	1.62	28.68	
65	Alex. Kreckum	753	873	7e-th Ave, côté est, entre -East side, between Pro- vost et-and Sherbrooke, Nos civiques-civic Nos. 512-514 7e-th Ave	27.06	1.62	28.68	
66	Alex. Kreckum	753	874	7e-th Ave, côté est, entre -East side, between Pro- vost et-and Sherbrooke	103.19	3.82	107.01	
67	Salvator Diez	753	911	6e-th Ave, côté est, entre -East side, between Pro- vost et-and Sherbrooke	60.29	2.24	62.53	
68	Salvator Diez	753	912	6e-th Ave, côté est, entre -East side, between Pro- vost et-and Sherbrooke	26.42	.95	27.37	
69	Salvator Diez	753	913	6e-th Ave, côté est, entre -East side, between Pro- vost et-and Sherbrooke	26.45	.95	27.40	
70	Salvator Diez	753	914	6e-th Ave, côté est, entre -East side, between Pro- vost et-and Sherbrooke	26.45	.95	27.40	
71	Succ.-Est. Matejec Catherine, épouse de-wife of Nicholas Elichieck.	753	1025	7e-th-Ave, côté ouest au nord de - West side, North of Sherbrooke	7.39	.05	7.44	
72	Nicholas Elichieck	753	1049	7e-th Ave, côté est, au nord de - East side, North of Sherbrooke	4.60	.08	4.68	
73	Nicholas Elichieck	753	1050	7e-th Ave, côté est, au nord de - East side, North of Sherbrooke	4.60	.08	4.68	

Paroisse de Lachine — Parish of Lachine.

74	Succ.-Est. François Contant	886	11 & 76-3	51e-th Ave, côté ouest, au nord de - West side, North of St-Joseph	128.08	5.19	133.27	
75	Joseph Nap. Préfontaine	886	176	54e-th Ave, côté est, au nord de - East side, North of M. T. Co.	134.54	5.66	140.20	

DESCRIPTIONS

(1) Un emplacement situé dans la Cité de Lachine, ayant front sur la 44ème Avenue, connu et désigné comme la partie nord du lot N° 15 de la subdivision officielle du lot 1-B, mesurant 100 pieds de longueur par 25 pieds de largeur, et ayant une superficie totale de 2,500 pieds, et borné comme suit:

Vers le nord par le lot N° 14 de la subdivision officielle dudit lot 1-B, vers l'est par le lot N° 113 des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine; vers le sud par le résidu dudit lot N° 15 de la subdivision officielle du lot N° 1-B, et vers l'ouest par la 44ème Avenue, le tout mesure anglaise et plus ou moins, avec

DESCRIPTIONS

(1) An emplacement situate in the City of Lachine, fronting on 44th Avenue, known and designated as the North part of lot No. 15 of the official subdivision of lot 1-B, measuring 100 feet in length by 25 feet in width, and having a total area of 2,500 feet, and bounded as follows:

On the North by lot No. 14 of the official subdivision of said lot 1-B, on the East by lot No. 113 of the official plan and in the book of reference of the Town of Lachine; on the South by the residue of said lot No. 15 of the official subdivision of lot No. 1-B, and on the West by 44th Avenue, the whole English measure and

toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées audit immeuble.

(2) Cet emplacement faisant partie du lot N° 209 des plan et livre de renvoi de la Ville de Lachine, mesurant 63 pieds en front et en arrière, par 63 pieds de profondeur, borné au nord par le terrain de la Compagnie du Chemin de Fer du Canadien National, au sud par le lot N° 208 desdits plan et livre de renvoi, au sud-est par une autre partie dudit lot N° 209 et au sud-ouest par le lot N° 199 desdits plan et livre de renvoi, avec bâtisses dessus construites et droit de passage à pied ou en voiture avec animaux, en tout temps, sur le résidu dudit lot N° 209, pour avoir accès aux bâtisses érigées sur le terrain ci-dessus décrit, le tout tel que détaillé dans un acte de vente de A. J. Dawes *et al.*, à Dawes Company Limited, reçu devant M^{re} H. M. Marler, le 13 décembre 1907, enrégistré à Hochelaga et Jacques-Cartier sous le N° 163621.

(3) Un lot de terre situé dans la Cité de Lachine, faisant partie du lot N° 576 de la subdivision du lot N° 238 des plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Lachine, ayant front sur la 25^{ème} Avenue et formant une superficie d'environ 333 pieds carrés, mesurant 4 pieds et 5 pouces dans sa ligne est, 25 pieds dans sa ligne nord, 8 pieds dans sa ligne ouest et 25 pieds dans sa ligne sud, le tout mesures anglaises et plus ou moins, et borné comme suit:

En front, du côté est, par la 25^{ème} Avenue, en arrière, du côté ouest, par le lot N° 581 de la subdivision officielle du lot N° 238, du côté nord, par le résidu dudit lot N° 576 de la subdivision officielle du lot N° 238 et du côté sud, par le lot N° 575 de la subdivision officielle dudit lot N° 238 des mêmes plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Lachine.

(4) Un emplacement connu et désigné comme la partie nord du lot N° 708 de la subdivision officielle du lot N° 753 de la Ville de Lachine, étant une ruelle mesurant 339 pieds de longueur par 14 pieds de profondeur, ayant une superficie totale d'environ 4,746 pieds et borné comme suit:

Vers le nord par le lot N° 964 de la subdivision officielle dudit lot N° 753; vers le sud par le résidu dudit lot N° 708 de la subdivision officielle dudit lot N° 753; vers l'ouest par partie du lot N° 715 et par les lots 716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728 de la subdivision officielle dudit lot N° 753, et vers l'est par partie du lot N° 694 et par les lots Nos 695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707 dudit lot N° 753, le tout mesure anglaise et plus ou moins.

Donné sous mon seing, à Lachine, ce Vingt-Deuxième jour de juin, Mil neuf cent quarante-trois.

[Sceau]

Le greffier de la Cité de Lachine,
ÉMILE DAoust.

4000-26-2-o

more or less—with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovable.

(2) That emplacement forming part of lot No. 209 of the official plan and in the book of reference of the Town of Lachine, measuring 63 feet in front and in rear, by 63 feet in depth, bounded on the North by the land of the Canadian National Railway Company, on the South by lot No. 208 of said plan and book of reference, on the South-east by another part of said lot No. 209 and on the Southwest by lot No. 199 of said plan and book of reference—with buildings thereon erected and right of way on foot and with animal-drawn vehicle, at any time, on the residue of said lot No. 209, to have access to the buildings erected on the lot of land hereinabove described, the whole as detailed in a deed of sale from A. J. Dawes *et al.*, to Dawes Company Limited, passed before M^{re} H. M. Marler, the 13th of December, 1907, registered at Hochelaga and Jacques-Cartier under No. 163621.

(3) A lot of land situate in the City of Lachine, forming part of lot No. 576 of the subdivision of lot No. 238 of the official plan and in the book of reference of the Town of Lachine, fronting on 25th Avenue and forming an area of about 333 square feet, measuring 4 feet and 5 inches in its East line, 25 feet in its North line, 8 feet in its West line and 25 feet in its South line, the whole English measure and more or less, and bounded as follows:

In front, on the East side, by 25th Avenue, in rear, on the West side, by lot No. 581 of the official subdivision of lot No. 238, on the North side, by the residue of said lot No. 576 of the official subdivision of lot No. 238 and on the South side, by lot No. 575 of the official subdivision of said lot No. 238 of the same official plan and book of reference of the Town of Lachine.

(4) An emplacement known and designated as the North part of lot No. 708 of the official subdivision of lot No. 753 of the Town of Lachine, being a lane measuring 339 feet in length by 14 feet in depth, having a total area of about 4,746 feet and bounded as follows:

On the North by lot No. 964 of the official subdivision of said lot No. 753; on the South by the residue of said lot No. 708 of the official subdivision of said lot No. 753; on the West by a part of lot No. 715 and by lots 716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728 of the official subdivision of said lot No. 753, and on the East by a part of lot No. 694 and by lots Nos. 695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707 of said lot No. 753, the whole English measure and more or less.

Given under my hand, at Lachine, this Twenty-second day of June, Nineteen hundred and forty-three.

[Seal]

ÉMILE DAoust,
Clerk of the City of Lachine.

4000-26-2-o

Index de la Gazette officielle de Québec, No 26

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1564—Fonctionnaires municipaux de la cité de Québec.....	1163
1583—Employés municipaux des services extérieurs de la cité de Québec.....	1163
1658—Employés de pompes funèbres dans l'Île de Montréal et l'Île Jésus.....	1167

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 1151

AVIS DIVERS:

Alumnæ Association Inc. of the Royal Victoria Hospital Training School for Nurses.....	1168
Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 57.....	1168
Bureau des syndicats d'écoles protestantes de la cité d'Outremont.....	1169

Index of the Quebec Official Gazette, No. 26

ORDERS IN COUNCIL:

1564—Municipal employees of the City of Québec.....	1163
1583—Municipal employees—external services—of the City of Québec.....	1163
1658—Undertakers' employees in the Island of Montreal and Isle of Jésus... ..	1167

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 1151

MISCELLANEOUS NOTICES:

Alumnæ Association Inc. of the Royal Victoria Hospital Training School for Nurses.....	1168
Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 57.....	1168
Protestant Board of School Trustees of the City of Outremont.....	1169

L'Association des Plâtriers et Finisseurs de Ciment de Montréal Incorporée . . .	1167	L'Association des Plâtriers et Finisseurs de Ciment de Montréal Incorporée . . .	1167
Mont-Joli, village de	1168	Mont-Joli, village of	1168
Noorduyn Recreation Association	1168	Noorduyn Recreation Association	1168
Sœurs de la Charité de Québec	1169	Sisters of Charity of Québec	1169
Syndicat National des Charpentiers-Menuisiers de Montréal	1167	Syndicat National des Charpentiers-Menuisiers de Montréal	1167
Syndicat Professionnel des Institutrices Catholiques de la Cité de Québec	1167	Syndicat Professionnel des Institutrices Catholiques de la Cité de Québec	1167
CHARTES—ABANDON DE:		CHARTERS—SURRENDER OF:	
Canadian Gold Operators Limited	1170	Canadian Gold Operators Limited	1170
Insurance Exchange Barber Shop, Limited	1170	Insurance Exchange Barber Shop, Limited	1170
L'Aide Canadienne aux Combattants de Langue Française	1170	L'Aide Canadienne aux Combattants de Langue Française	1170
Prospectors Airways (Quebec) Company Limited	1170	Prospectors Airways (Quebec) Company Limited	1170
COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:		MINIMUM WAGE COMMISSION:	
N° 35, 1942—Établissements commerciaux d'alimentation au détail, cité de Québec et ville de Québec-Ouest	1171	No. 35, 1942—Retail foodstuffs, city of Québec and town of Québec-West	1171
Règlement B-1 révisé édictant un prélèvement	1171	By-law B-1 revised enacting a levy	1171
DÉPARTEMENTS — Avis des:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
Saint-Paulin-Dalibaire, munic. scolaire	1172	Saint-Paulin-Dalibaire, school munic.	1172
TRAVAIL:		LABOUR:	
Industrie de l'automobile de Montréal et du district	1173	Automobile industry of Montreal and District	1173
Syndicat national catholique de l'industrie de la boulangerie, de la pâtisserie et de la biscuiterie, inc., section de Québec	1173	Syndicat national catholique de l'industrie de la boulangerie, de la pâtisserie et de la biscuiterie, inc., section de Québec	1173
EXAMENS DU BARREAU:		BAR EXAMINATIONS:	
Bas St-Laurent: pratique du droit	1177	Lower St. Lawrence: practice of law	1177
Montréal: étude du droit	1175	Montreal: study of law	1175
Montréal: examen oral	1177	Montreal: oral examination	1177
Montréal: pratique du droit	1176	Montreal: practice of law	1176
Québec: examen oral	1177	Québec: oral examination	1177
Québec: pratique du droit	1176	Québec: practice of law	1176
Trois-Rivières: pratique du droit	1176	Trois-Rivières: practice of law	1176
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
B. Goodman Inc	1152	B. Goodman Inc	1152
Canada Baskets Limitée—Canada Baskets Limited	1153	Canada Baskets Limited—Canada Baskets Limited	1153
La Société St-Jean Baptiste de Rouyn et de Noranda Incorporée	1153	La Société St-Jean Baptiste de Rouyn et de Noranda Incorporée	1153
L'Association de la Colonie de Vacances de Granby	1154	L'Association de la Colonie de Vacances de Granby	1154
Montreal Fruit Receivers Association Inc	1154	Montreal Fruit Receivers Association Inc	1154
Spearton Investments, Limited	1155	Spearton Investments, Limited	1155
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:	
Association des Manufacturiers & Marchands de Bois du Québec—Province of Québec Lumber Dealers & Manufacturers Association	1177	Province of Québec Lumber Dealers & Manufacturers Association—Association des Manufacturiers & Marchands de Bois du Québec	1177
Capital Economy Corporation	1155	Capital Economy Corporation	1155
New Calumet Mines Limited	1155	New Calumet Mines Limited	1155
MINUTES DE NOTAIRES:		NOTARIAL MINUTES:	
Bourke, William Manly	1178	Bourke, William Manly	1178
Deslandes, Georges-Amable	1178	Deslandes, Georges-Amable	1178

NOMINATIONS:

Diverses..... 1178

PROCLAMATIONS:

Division d'enregistrement N° 2 de Nico-
let..... 1180
Fête du Dominion, 1er juillet 1943..... 1181

VENTES POUR TAXES:

Granby, cité de..... 1156
Lachine, cité de..... 1183
Montréal-Ouest, ville de..... 1161
Trois-Rivières, cité de..... 1157
Val d'Or, munic. scolaire protestante.... 1162

VENTES PAR LES SHÉRIFS:

Abitibi:

Ville de Val d'Or vs Harricana Gold
Mines Incorporated 1939..... 1182

Beauce:

Roy vs Roy..... 1183

Hull:

McCabe vs Depocas..... 1183

4002-o

APPOINTMENTS:

Miscellaneous..... 1178

PROCLAMATIONS:

Registration Division No. 2 of Nicolet... 1180
Dominion Day, July 1st, 1943..... 1181

SALES FOR TAXES:

Granby, city of..... 1156
Lachine, city of..... 1183
Montreal-West, town of..... 1161
Trois-Rivières, city of..... 1157
Val d'Or, Protestant School Munic..... 1162

SHERIFFS' SALES:

Abitibi:

Town of Val d'Or vs Harricana Gold
Mines Incorporated 1939..... 1182

Beauce:

Roy vs Roy..... 1183

Hull:

McCabe vs Depocas..... 1183

4002-o